

É D I T O

*Dans la vue panoramique des activités, le directeur, Denis Schultz, montre que notre Institut est resté fidèle, tout au long de ses vingt ans d'existence, aux valeurs et aux principes fondateurs : l'**humanisme rhénan** basant l'idée de développement sur l'éducation, la science, la connaissance, **la solidarité, le partenariat** inscrit dans la durée, l'engagement fort des collectivités locales et territoriales.*

On observe aussi qu'en 2007 l'activité de l'Ircod change d'échelle : coopération fortement accrue grâce à notre savoir-faire dans le domaine institutionnel avec l'Agence française de développement (AFD), Facilité ACP-EU pour l'eau avec l'Union européenne, contrat triennal avec l'État pour le compte des collectivités alsaciennes renforçant l'action de coordination confiée à l'Ircod. Cette accélération en volume de l'action sur le terrain, note le directeur, est complétée par une sollicitation importante pour des interventions auprès de différentes instances nationales ou internationales. Il s'agit d'une reconnaissance qui mobilise régulièrement les ressources humaines salariées ou bénévoles de la structure. Elle pose aussi la question des capacités en temps qu'une petite équipe, certes disponible et réactive, peut y consacrer.

À côté de la reconnaissance de notre savoir-faire il y a le risque, à moyens humains quasiment constants, de décevoir. Mais, nous n'en doutons pas, l'ampleur de notre mission galvanisera demain aussi notre action car pour le Sud le besoin impératif est de disposer progressivement et localement d'une gouvernance en capacité d'approfondir les relations entre institutions publiques (décentralisées, déconcentrées), la société civile et le secteur privé dans la perspective de définir un intérêt collectif local et de favoriser des dynamiques de développement économiques adaptées aux potentialités des territoires. L'Alsace, elle, est toujours forte de sa tradition d'ouverture à l'international et de son attachement aux lois de décentralisation.

Pour 2008-2009, la France, en liaison avec la Commission européenne, a initié l'élaboration d'une charte sur la gouvernance locale et la coopération décentralisée dans les pays en développement. Une première esquisse du projet souligne **que le rôle de catalyseur du développement local exercé par les autorités locales doit être soutenu en :**

- facilitant l'élaboration, entre tous les acteurs de la gouvernance locale, d'un diagnostic partagé de l'état des lieux et des potentialités d'un territoire et d'une stratégie de développement local;
- favorisant une approche multisectorielle qui intègre le développement économique avec les autres enjeux du développement local (tels que les services publics), et qui recherche une complémentarité des territoires (national-régional-local; urbain-rural; intra-urbain);
- favorisant l'accessibilité de tous aux services essentiels.

À terme, nous disposerons donc d'une charte européenne générale et, après discussion approfondie, d'une charte particulière de l'Ircod.

Nous n'oublierons pas que la promotion d'un développement territorial intégré qui dépasse l'approche projet et favorise la cohérence des interventions menées au niveau local ne doit pas moins s'appuyer sur des projets pertinents et favorisant le transfert technologique. De ce point de vue, il est capital d'avoir dans notre réseau les universités, Électriciens sans frontière, Ingénieurs sans frontière, l'Engées, le SDEA, les services techniques des grandes villes, les hôpitaux universitaires, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, les chambres consulaires.

À n'en pas douter, demain comme hier, la coopération décentralisée pour la lutte contre la pauvreté par le développement restera **une aventure qui comporte du risque, de la nouveauté et qui se situe dans l'espace privilégié de l'espérance humaine.**

Pierre Giersch

**CHAPITRE 1
VUE PANORAMIQUE DES ACTIVITÉS**

❶ *Un engagement partenarial dans la durée* 4

❷ *L'activité de l'Ircod change d'échelle en 2007* 5

❸ *De la mobilisation des partenaires* 8

**CHAPITRE 2
LES ACTIONS ENGAGÉES EN 2007**

❶ *Au Cameroun* 10

Partenariats avec les collectivités locales 11

Coopération interuniversitaire 17

Autres actions 17

❷ *À Madagascar* 18

Partenariats avec les collectivités locales 20

Coopération interhospitalière 24

❸ *Au Mali* 25

Avec la Commune de Fakala 26

Avec le Cercle de Yanfolila 27

❹ *Au Sénégal* 28

Le bilan des actions 29

Avec la Région de Ziguinchor 29

Avec la Région et la Ville de Kolda 30

Avec la Communauté rurale de Dialacoto 30

Avec la Communauté rurale de Nguéniène 30

❺ *En Haïti* 31

Avec la Commune de Jacmel 32

Avec l'Hôpital universitaire d'État de Haïti 34

❻ *Au Brésil* 35

Dans la Région de Nova Friburgo 36

Dans le Sud-Ouest du Paraná 37

❼ *Dans les autres pays* 38

En Bolivie 38

En Algérie 38

En Côte d'Ivoire 38

❽ *En Alsace* 39

Éducation au développement 39

**CHAPITRE 3
SITUATION ET PERSPECTIVES 2008**

❶ *Une année pour l'histoire* 41

❷ *Stabiliser après la montée en puissance* 41

❸ *Repositionner nos coopérations au Brésil et au Sénégal* 42

❹ *Mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation à Madagascar et au Cameroun* 42

❺ *Ouvrir des perspectives européennes* 42

**ANNEXES
L'ENGAGEMENT
DES ACTEURS EN ALSACE**

Récapitulatif des moyens humains, matériels et financiers mis en œuvre par l'Ircod en 2007 43

Récapitulatif 2007 des missions, stages, accueils 44

Les membres du bureau, du conseil d'administration et de l'équipe de l'Ircod au 1^{er} janvier 2008 48

Plus d'informations ?

➔ www.ircod.org

VUE PANORAMIQUE DES ACTIVITÉS

CHAPITRE 1



Organisation paysanne à Yanfolila (Mali).

PHOTO ARCHIVES IRCOD

① UN ENGAGEMENT PARTENARIAL DANS LA DURÉE

« Il faut changer la psychologie de notre relation héritée de l'expérience coloniale et postcoloniale » affirmait Louis Michel, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, lors de la conférence des Parlements européen et panafricain à Lisbonne, le 7 décembre 2007. Il s'agit là, en effet, d'un enjeu fondamental. Décomplexer les relations entre peuples qui sont, parfois au niveau purement psychologique, déjà biaisées, c'est ce que nous essayons de faire dans le cadre de notre coopération initiée entre l'Alsace et des territoires du Sud. Nous devons sortir de la relation de donneur et de quémendeur d'une aide, de bailleur et de demandeur, pour passer à une relation de partenariat où nous partageons ensemble l'idée d'un cheminement côte à côte pour atteindre des objectifs de développement clairement définis, contractualisés après une analyse commune de la situation et des moyens pour avancer.

Une telle démarche doit nous engager mutuellement. Elle place l'un et l'autre des partenaires dans une posture d'acteur où celui du Sud doit être l'initiateur d'actions et de projets sur son territoire et celui du Nord se tenir à ses côtés pour l'accompagner, s'il le souhaite, dans sa démarche. Seule une telle vision peut être porteuse de développement sur le long terme et respecter chacun dans sa dignité. Il faut en finir avec les approches paternalistes que véhiculent certains mouvements humanitaires, pour partager ensemble une vision commune du développement, respectueuse de l'environnement et surtout des cultures de chacun.

De passage en Haïti, le 31 décembre 2007, le secrétaire d'État français chargé de la coopération et de la francophonie, Jean-Marie Bockel, constatait que « la coopération décentralisée peut plus facilement que l'État agir dans la durée. Elle permet de tisser des liens humains irremplaçables et essentiels au développement qui est avant tout affaire de ressources humaines. Elle est une école de la démocratie ».



Mission d'agriculteurs de Yanfolila en Alsace.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

C'est ce mouvement et cette approche que l'Ircod encourage depuis plus de vingt ans et qu'il entend, avec ses partenaires, promouvoir en juin 2008 dans le cadre des manifestations qui encadreront la célébration de cet anniversaire. L'Institut montrera les richesses de ses partenariats, ses diversités et l'évolution de ses approches qu'il remet sur le métier régulièrement par des questionnements internes mais aussi par des évaluations externes.

L'Ircod aborde cette année 2008 avec les convictions fortes que nous venons de rappeler mais aussi avec la volonté d'améliorer encore les démarches et le positionnement des acteurs alsaciens auprès de leurs partenaires au Sud. Ce n'est pas toujours facile et, devant l'ampleur de la tâche, devant parfois la profonde désorganisation institutionnelle dans certains pays, il faut de la persévérance et de l'engagement dans la durée. Cette constance nous l'avons grâce à la fidélité toujours renouvelée de nos principaux partenaires : la Région, les Conseils généraux et les communes ou les Établissements publics de coopération intercommunale qui sont fidèles dans leur engagement aux côtés de l'Institut. Nous l'avons aussi de l'État qui, même s'il a modifié les modalités d'attribution de ses appuis financiers, a renouvelé et amplifié son engagement pour trois ans auprès de l'Institut.

② L'ACTIVITÉ DE L'IRCOD CHANGE D'ÉCHELLE EN 2007

L'action de l'Institut a beaucoup évolué ces dernières années. L'implication des acteurs régionaux et la qualité du travail fourni à travers l'Ircod attirent progressivement l'attention de nouveaux acteurs, notamment étatiques. Ainsi l'Agence française de développement (AFD), dont la mission a été profondément remodelée et renforcée ces dernières années s'est tournée vers l'Ircod pour la mise en œuvre de trois programmes lourds :

- depuis 2004, un contrat nous lie avec l'Agetipa à Madagascar, sur financement AFD, pour l'appui à la structuration de la gestion des principaux marchés en restructuration dans la ville de Mahajanga. Ce programme, qui a fait l'objet d'un avenant en 2007, sera poursuivi jusqu'à août 2008, en partenariat étroit avec la Ville de Mulhouse ;

CHAPITRE 1

- en 2006, l'Institut a travaillé avec la Ville de Strasbourg à la définition d'un programme de coopération avec la Ville de Jacmel (Haïti) en appui à la gestion municipale organisée autour de projets et de services à la population. Cette action se déroule dans le cadre d'un programme plus vaste de développement et d'investissement dans la ville, financé par l'AFD. Elle a démarré en juin 2007 pour une durée de quatre ans, avec un suivi de proximité assuré par un salarié de l'Ircod;
- enfin un rapprochement est en cours avec l'AFD dans le cadre de nos actions dans le secteur de la santé à Sofara au Mali. Il pourrait déboucher sur une contractualisation et un renforcement mutuel des partenariats sur le terrain auprès de la Commune de Fakala.

À la demande et avec la participation des communes concernées, l'Ircod avait aussi décidé en 2006 de répondre à l'appel à propositions de l'Union européenne dans le cadre du programme Facilités ACP-UE pour l'eau. Le projet retenu concerne la mise en œuvre d'une gestion décentralisée de l'eau en milieu rural, dans le Mbam et Inoubou au Cameroun. L'Institut est engagé sur ce programme de quatre ans avec des objectifs de structuration de la maîtrise d'ouvrage intercommunale dans le domaine de l'eau. Il a rassemblé des partenaires techniques alsaciens tels que le Syndicat départemental de l'eau et de l'assainissement du Bas-Rhin (SDEA), l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement (Engees) ainsi qu'une ONG camerounaise (ERA Cameroun) pour accompagner les collectivités camerounaises dans cette démarche. L'AFD a accepté également d'y participer. Un chef de projet de l'Ircod, arrivé sur place en fin d'année, assure le suivi de ce programme lourd et ambitieux, considéré aussi comme pilote par les ministères camerounais concernés.

Ces financements "projets" s'inscrivent dans des démarches plus pérennes structurées autour d'autres financements inscrits dans la continuité par les collectivités locales et territoriales d'Alsace. Ces moyens régionaux, plus "structurels", nous permettent justement d'assurer un suivi dans la durée auprès de nos partenaires du Sud et de mener un véritable compagnonnage qui laisse du temps au temps. Ils étaient consolidés jusqu'à fin 2006 par l'État à travers le contrat de plan État-Région qui prévoyait une participation du ministère des Affaires étrangères d'un montant annuel de 154 k€.

En 2007, l'État a changé les règles du jeu, excluant de passer par le contrat de plan et proposant de soumissionner à un appel à contrat. L'Ircod a déposé un dossier pour le compte des collectivités alsaciennes membres et a été retenu pour un contrat triennal. Celui-ci double pratiquement la participation annuelle de l'État durant ces trois années et renforce aussi l'action de coordination confiée à l'Ircod et de formation des acteurs locaux en Alsace, menée avec la contribution du Cefode.

Les moyens mis en œuvre ont donc fortement évolué en l'espace d'un an suite à un travail d'ampleur entrepris à partir de 2006 par l'équipe permanente de l'Institut. Celle-ci s'est renforcée en 2007 avec l'arrivée d'un nouveau chargé de mission. L'activité de l'Ircod a fortement progressé en volume, notamment financier, comme en attestent les graphiques qui suivent.

Cette accélération en volume de l'action sur le terrain est complétée par une sollicitation accrue pour des interventions auprès de différentes instances nationales ou internationales. Ils s'agit d'une reconnaissance qui mobilise régulièrement les ressources humaines salariées ou bénévoles de la structure. Elle pose aussi la question des capacités en temps qu'une petite équipe, certes disponible et réactive, peut y consacrer.

Enfin, elle incite également l'Institut à réfléchir sur la capitalisation de son savoir-faire acquis et de ses expériences pour les valoriser dans de nouvelles actions qu'il mène en propre ou que d'autres structures confrontées aux mêmes sujets mettent en œuvre sur le terrain. Une première expérience de capitalisation est inscrite au programme en 2008 sur la conduite d'opération de structuration et de gestion de marchés, en partenariat avec l'AFD.

Ces évolutions engagent l'Institut à se réorganiser au niveau du siège, dès 2008, afin d'être en mesure de faire face à la fois aux responsabilités et aux engagements nouveaux pris lors des deux derniers exercices.

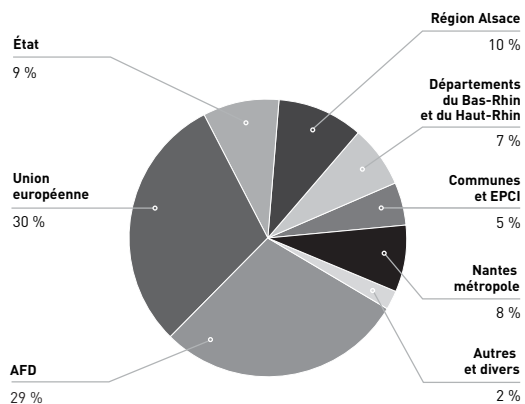
● GRAPHIQUE 1

Évolution de la participation en jours de missions ou d'accueil des partenaires de l'Ircod entre 1998 et 2007



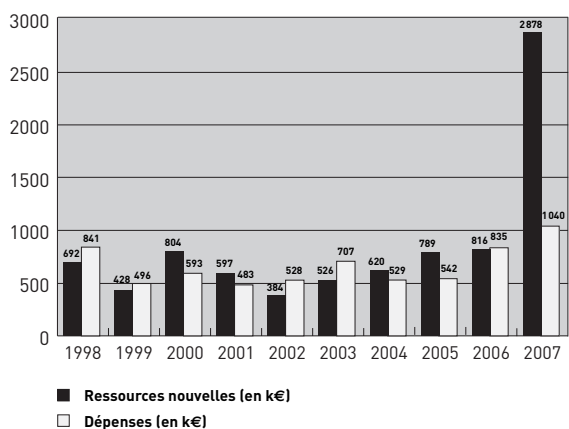
● GRAPHIQUE 2

Montant des ressources nouvelles de l'Ircod en 2007



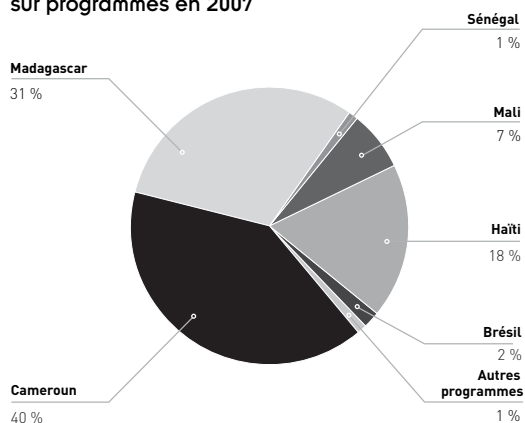
● GRAPHIQUE 3

Évolution des ressources nouvelles et dépenses affectées aux programmes (hors activités du siège) entre 1998 et 2007



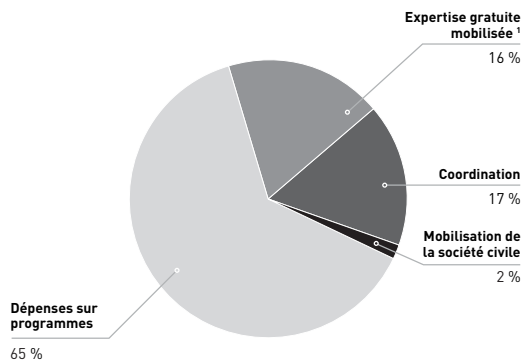
● GRAPHIQUE 4

Répartition par pays des dépenses sur programmes en 2007



● GRAPHIQUE 5

Moyens mis en œuvre par l'IRCOD en 2007



¹ estimé sur la base de 500 euros par jour et par mission et 250 euros par jour et par séjour en Alsace

3 DE LA MOBILISATION DES PARTENAIRES

La mise en œuvre des projets mobilise une expertise riche et variée en Alsace et ailleurs. Mais l'évaluation de nos actions d'appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités du Sud nous incite aussi à développer encore davantage l'appel à l'expertise locale au Sud. Néanmoins, la coopération décentralisée est fondée sur l'échange entre acteurs de mêmes métiers et le partage de leurs expériences pour favoriser, par l'apport extérieur, la réflexion et l'innovation, fondement du développement.

Ainsi, à travers l'Ircod, l'Alsace se mobilise et enrôle des acteurs nombreux et divers dans des projets partenariaux diversifiés et structurants. Cette constance de l'engagement des acteurs est rappelée par le **graphique 1** qui présente les jours d'expertise à l'étranger et d'accueil en Alsace menés avec les partenaires de l'Institut. La baisse constatée du nombre de journées d'accueil est conjoncturelle et liée au cycle des projets. Elle est compensée aussi par le fait (ce qui n'apparaît pas dans le graphique) que l'Ircod accueille quatre étudiants sénégalais et malgaches dans le cadre des accords de coopération en cours pour des formations initiales avec l'Engées et les universités alsaciennes.

Le **graphique 2** indique la part relative de l'effort budgétaire direct des partenaires financiers dans le budget 2007. Il s'agit d'un diagramme tout à fait exceptionnel puisque l'ensemble des financements projets (AFD, Union européenne) sont comptabilisés en une fois alors que les projets se déroulent sur quatre, voire cinq exercices budgétaires. La participation des collectivités alsaciennes, et notamment de la Région, ainsi que du ministère des Affaires étrangères a, malgré tout, progressé lors de cet exercice, ce que ne montre pas ce graphique. L'explication en est donnée d'ailleurs par le **graphique 3** qui montre les ressources contractualisées en augmentation exponentielle au cours de l'exercice. En 2008, ces engagements étant constatés, la courbe reviendra vers ses bases classiques qui constituent l'armature du financement de l'Ircod. Cependant c'est bien le niveau des dépenses, en augmentation de 24,5 %, qui est le véritable indicateur de la croissance de l'activité de l'Institut. Il devrait encore augmenter en 2008.

La consommation des moyens par pays montre (**graphique 4**) que l'implication des acteurs alsaciens reste prédominante au Cameroun (40 %) et à Madagascar (31 %), pays dans lesquels l'Ircod est depuis longtemps fortement implanté. Mais le démarrage du projet de coopération avec Strasbourg en direction de Jacmel en Haïti (18 %) et les engagements importants au Mali (7 %) dans le cadre des partenariats avec le Conseil général du Haut-Rhin et la ville de Mulhouse sont perceptibles. Cette hiérarchie des engagements financiers et partenariaux devrait se maintenir sur les quatre années à venir. Ce sont aussi ces pays qui disposent désormais de représentants locaux de l'Ircod.

Si les dépenses sur programmes en direction du Sud représentent en valeur 65 % des moyens mis en œuvre à travers l'Ircod, le **graphique 5** montre aussi que la participation en nature (à travers la valorisation de l'expertise gratuite mise à disposition) représente une part non négligeable (16 %) et doit être comptabilisée en sus. La coordination des acteurs réalisée par l'Ircod autour du pilotage et de la gestion des projets représente un effort financier lui aussi important. Il est gage d'une mise en œuvre cohérente et construite des actions de la coopération alsacienne.

LES ACTIONS ENGAGÉES EN 2007

CHAPITRE 2



Marché à Sa'a (Cameroun).

PHOTO ARCHIVES IRCOD

CHAPITRE 2



Puisatier à Soa.
PHOTO ARCHIVES IRCOD

❶ L'ACTION DE L'IRCOD AU CAMEROUN

La politique de décentralisation conduite par le Gouvernement camerounais depuis 1996 se renforce progressivement. Au-delà des lois de juillet 2004 portant sur l'organisation de la décentralisation, le Conseil national de la décentralisation et le Comité interministériel des services locaux – chargés respectivement du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation et du suivi des transferts de compétences et de ressources aux collectivités locales décentralisées –, compléteront bientôt le dispositif réglementaire.

Dans ce cadre, l'appui au renforcement des capacités de gestion des collectivités locales camerounaises reste l'axe fondamental de l'action de l'Ircod au Cameroun. Plusieurs événements ont jalonné l'année 2007 :

- *la Commune de Soa, voisine de Yaoundé, la capitale, a rejoint les collectivités bénéficiant de l'accompagnement d'une ville alsacienne, Ostwald, et de l'Institut pour organiser l'aménagement et le développement de son territoire ;*
- *le décret présidentiel du 13 avril 2007 a consacré la réorganisation administrative du territoire par la création de nouvelles communes et communautés de communes. Ainsi, en ce qui concerne les actions de l'Ircod, Limbé a été scindé en trois communes (Limbé I, II et III), chapeautées par la Communauté urbaine de Limbé. De même, deux communes ont été créées dans le département du Mbam et Inoubou, Kiiki et Kon-Yambetta ;*
- *les élections municipales de juillet ont bouleversé le paysage des exécutifs en place dans la quasi-totalité des communes partenaires, Yaoundé VI excepté. Au niveau national, plus de 80 % des équipes municipales ont été recomposées. La préparation de ces élections au travers d'intenses campagnes et les délais de mise en place des nouveaux exécutifs a toutefois lourdement pesé sur l'avancement des programmes de l'Ircod ;*
- *la demande de financement introduite par l'Ircod auprès de l'Union européenne pour la mise en place d'un projet d'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable dans le département du Mbam et Inoubou a abouti favorablement. La mise en œuvre concrète du projet a démarré au cours du quatrième trimestre.*

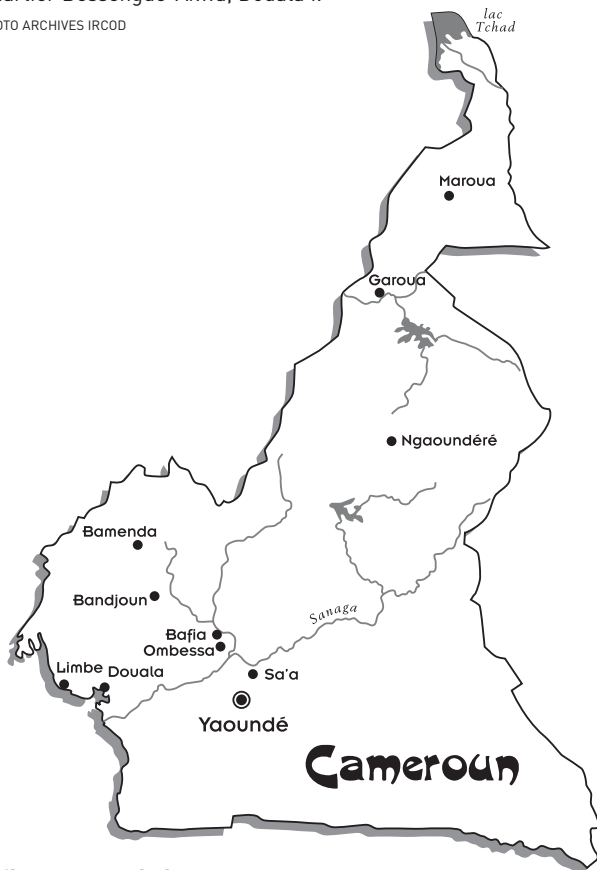
L'Institut a poursuivi la mise en œuvre du projet Urba.Cam que lui a confié Nantes métropole. L'objectif de structuration d'un Centre des métiers de la ville se construit progressivement.

Dans le domaine du développement des formations technologiques universitaires, les relations engagées sont entrées dans une phase de consolidation en attendant de possibles ouvertures, dans les prochaines années, grâce au projet de zone franche universitaire souhaité par le Gouvernement.



Quartier Bessengué-Akwa, Douala I.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Indicateurs statistiques

- 475 440 km²
- Paul Biya, président
- 18,5 millions d'habitants
- 41,6 % de population urbaine
- 54,6 % de population de moins de 15 ans
- 49,8 ans d'espérance de vie à la naissance
- 41,8 % de taux d'alphabétisation des adultes
- 2 299 \$ US PIB/habitant
- idh 0,532

Source: Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, PNUD

Idh: Indice de développement humain, calculé sur la base de trois composantes (espérance de vie, niveau d'instruction et PIB par habitant)

PARTENARIATS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

En milieu urbain, des actions articulées avec d'autres acteurs de développement et de coopération

Avec la *Commune urbaine d'arrondissement de Douala I*, la coopération démarrée en 1998 a eu pour objectif premier l'amélioration des prestations de l'état civil. Grâce à l'implication de la commune de Lingolsheim et de son service de l'état civil ainsi que du service complémentaire au niveau de la Communauté urbaine de Strasbourg, la Commune de Douala I est pilote au Cameroun dans l'informatisation des actes d'état civil. Le service fonctionne de manière autonome et assure l'entretien et le renouvellement des équipements ainsi que l'achat des fournitures. Cette expérience probante a été largement valorisée dans le cadre d'une étude commandée en 2006 par l'ambassade de France au Cameroun qui appuie le ministère camerounais de l'Administration territoriale et de la Décentralisation dans ses objectifs de refonte et de modernisation du système d'état civil national. Les conclusions du rapport final ont été validées par les autorités camerounaises fin 2007 ; ces dernières recherchent maintenant les financements nécessaires pour la mise en œuvre du projet à l'échelle nationale.

Ce partenariat comprend également un axe visant la mise en œuvre d'un plan d'aménagement global du quartier Bessengué-Akwa défini en concertation avec les habitants représentés par un Comité de développement (CDBA). L'ingénierie sociale développée par Doual'art (ONG locale partenaire

CHAPITRE 2



Borne-fontaine, quartier Bessengué-Akwa à Douala I.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

de l'Ircod), complétée par l'ingénierie technique apportée par les services de la CUD, a permis de le finaliser et de le valider courant 2005 par les parties prenantes (CUD, Douala I, CDBA, Banque mondiale). Il porte en priorité sur la réalisation de voies piétonnes et le renforcement de l'alimentation en eau potable qui seront financés par la Banque mondiale qui s'est intéressée à l'action menée dans ce quartier. En 2007, deux bornes-fontaines ont été construites dans ce cadre et les travaux pour les voies piétonnes ont démarré. Une réflexion est lancée avec le nouvel exécutif pour élargir cette expérience à d'autres quartiers précaires de la ville à partir de 2008.

L'appui aux écoles maternelles communales de Douala I a également été mis au programme de cette coopération. L'accueil en Alsace d'enseignantes de ces écoles et les missions d'expertise successives en 2005 et en 2007 de la directrice de l'école maternelle des Tulipes et de celle de l'école primaire des Vosges de Lingolsheim ont débouché sur l'élaboration de projets d'école qui ont démarré en 2006 et se sont poursuivis en 2007 grâce au soutien financier de l'Ircod. De même, un financement de l'Ircod a permis cette année le renouvellement partiel du mobilier adapté aux enfants. Cette action se prolongera en 2008 en même temps que la réhabilitation des locaux des écoles sur financement municipal. Enfin, des échanges entre les établissements scolaires de Lingolsheim (école des Tulipes, école des Vosges) et de Douala I (six écoles maternelles, école publique de Bali groupe 2) se renforcent avec l'intégration de l'école publique de Bonamouang et se densifient progressivement, permettant l'implication des équipes pédagogiques ainsi que des enfants et de leurs parents dans le cadre de l'éducation au développement.



Enfants des rues à Douala.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

La signature des conventions de partenariat entre l'Ircod, la *Commune urbaine d'arrondissement de Douala IV* et Strasbourg, en avril 2005, a été l'aboutissement d'un travail de réflexion et de structuration d'une coopération décentralisée dans le domaine social, sanitaire et de la prévention du sida. Le projet implique également les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et le Comité national de lutte contre le sida (CNLS) au Cameroun. Le ministère des Affaires sociales (Minas) a mis un agent à disposition de la commune de Douala IV, chargé de la coordination de la cellule d'animation sociale créée à l'initiative de cette coopération.

Le diagnostic de situation réalisé à l'occasion des missions techniques strasbourgeoises qui se sont succédé en 2004 et 2005 et des nombreux échanges avec l'exécutif municipal et les agents techniques concernés lors de séjours en Alsace ont permis d'identifier un certain nombre de carences dans l'efficacité des services sociaux et sanitaires tels qu'organisés actuellement sur le territoire de Douala IV (éparpillement de l'offre de services, manque de suivi des usagers, manque de moyens, etc.). La construction d'un centre social intersectoriel (CSI) pilote, réunissant en un même lieu les services sociaux et sanitaires dans le quartier de Mambanda, est une réponse à cette préoccupation de la municipalité à mieux servir ses administrés. Les habitants de ce quartier et les responsables locaux ont été largement associés à cette idée et ont contribué de façon active à l'élaboration du cahier des charges définissant les attributions du CSI. Le Minas suit attentivement cette expérience novatrice qui cadre parfaitement avec ses orientations.



Quartier Melen à Yaoundé VI.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

La première pierre de ce bâtiment a été posée à l'occasion du séjour d'une délégation alsacienne conduite par le maire de Strasbourg en février 2006. Le financement de ce centre est assuré par la Ville de Strasbourg, la Région Alsace, l'ambassade de France au Cameroun, la Commune de Douala IV, la Communauté urbaine de Douala et le Minas. Le processus de recrutement de la maîtrise d'œuvre technique et des entreprises camerounaises a été finalisé en 2007 par les services techniques de Douala IV avec l'appui de ceux de la Ville de Strasbourg. Les travaux démarrent début 2008.

L'Unicef s'est associé à la démarche initiée, à travers sa délégation du Bas-Rhin et sa représentation au Cameroun, en proposant de travailler avec la cellule d'animation sociale de Douala IV, la Ville de Strasbourg et l'Ircod à l'élaboration et au cofinancement d'un projet de réinsertion des enfants des rues. L'Unicef participera au financement des équipements du CSI. Le séjour en Alsace en 2006 d'un responsable d'Unicef Cameroun, de la responsable de la cellule d'animation sociale et du maire de Douala IV a conduit, avec le concours d'un technicien de la Ville de Strasbourg, à la conception, en 2007, d'un outil informatique de gestion d'une base de données concernant les enfants des rues. Cet outil a également permis de se familiariser avec les procédures de prise en charge de ces enfants. Sur le terrain, en 2007, des séances d'information ont permis d'impliquer les différents groupes d'acteurs sociaux et les administrations présents sur le territoire communal dans la démarche prévue par le projet.

La bibliothèque municipale bénéficie également de l'appui de l'Ircod et a été dotée d'un lot de livres scolaires et des dotations régulières du service santé de la Ville de Strasbourg approvisionnent un espace d'informations concernant le sida et les infections sexuellement transmissibles (IST).



École publique du Camp Yéyap à Yaoundé VI.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

Les proviseurs des lycées Oberlin et Couffignal de Strasbourg, accompagnés de plusieurs de leurs collaborateurs, ont rencontré en mars 2007 leurs homologues du lycée polyvalent de Bonabéri, à Douala IV. À l'issue de leurs échanges, un programme d'actions a été construit. Il vise l'aménagement et l'équipement d'une salle informatique au sein du lycée camerounais ainsi que plusieurs autres actions d'appui sur des filières particulières. Des relations se tissent également entre les élèves des trois lycées dans le cadre de l'éducation au développement.

Les blocages caractérisant le fonctionnement de la *Commune urbaine d'arrondissement de Yaoundé VI* ont pu être levés grâce à une réorganisation de l'exécutif municipal début 2006.

La relance du partenariat entre la Commune urbaine d'arrondissement de Yaoundé VI et Erstein a été confirmée après l'élection du nouvel exécutif camerounais en juillet 2007. Le projet d'aménagement global des quartiers Melen 7a, Melen 7b et Nkolbikok 2 associant les habitants du quartier représentés par une fédération de comités de développement, la Facod, a abouti par la concrétisation d'une première action structurante visant le renforcement de l'éclairage public de ces trois quartiers, en privilégiant les zones d'insécurité identifiées par les habitants. En collaboration avec les habitants, les services techniques ont poursuivi en 2007 l'identification du réseau de voirie prioritaire qui fera l'objet de travaux d'aménagement en 2008.

CHAPITRE 2

Le programme d'éducation au développement se densifie grâce à la multiplication et la diversification des échanges et à la conduite d'actions concrètes au bénéfice des établissements camerounais (contributions à l'aménagement de bibliothèques scolaires, acquisition de petit matériel d'hygiène et d'assainissement). Il mobilise des établissements scolaires toujours plus nombreux tant en Alsace (collège Romain Rolland, école Anne Franck, école Pierre et Marie Curie) qu'au Cameroun (collège des sciences et techniques industrielles d'Etoug Ebé, école publique du Camp Yéyap, complexe scolaire bilingue Toche).

Ces deux volets du partenariat sont animés par une ONG locale, le Centre d'éducation populaire et d'animation au développement (Cepad), dont la prestation d'animation est prise en charge par l'Ircod.

La bibliothèque municipale a bénéficié en 2005 et 2007, sur financement de l'Ircod et de la Ville d'Erstein, de plusieurs dotations de livres scolaires. De son côté, la commune de Yaoundé VI a totalement rénové le cadre d'accueil du public et a mené une politique fructueuse d'acquisition de nouveaux ouvrages auprès d'autres partenaires.

L'avancement du projet de réhabilitation du réseau d'assainissement du quartier de Biyem Assi est maintenant dépendant du plan de financement qui reste à construire. L'Ircod apportera un appui à la Commune de Yaoundé VI dans ses démarches de recherche de financement.

Le partenariat avec la *Communauté urbaine de Limbé* se structure autour de l'appui à la définition et à la mise en œuvre d'une politique de développement touristique valorisant le potentiel local de Limbé. Le stage réalisé à la Ville de Colmar, partenaire alsacien, par un agent du Fako Tourism Board (FTB), en 2004, a été mis à profit par les partenaires locaux qui ont développé une série d'actions et commencé à structurer l'offre touristique. Une délégation de la Ville de Colmar, comprenant notamment un représentant de l'association départementale du tourisme du Haut-Rhin, a séjourné à Limbé en février 2007 et a travaillé avec le FTB à la formulation de propositions d'actions concrètes pour avancer sur ce thème (fléchage de sites, création d'un site web, formations de guides, etc.).



Jeune garçon de Limbé.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

Pour organiser le travail autour de ces actions, le FTB a ensuite bénéficié d'un appui technique à l'occasion d'une mission de deux mois effectuée fin 2007 à Limbé par un retraité de la formation professionnelle.

En 2006, le Centre d'animation des jeunes et d'appui au développement (Cajad) et les services de la ville ont développé le volet du partenariat relatif à la définition, puis à la mise en œuvre dans un second temps, d'une politique d'aménagements urbains sur le quartier pilote de New Town East, désormais établi sur le territoire de la *Commune de Limbé I*. Les travaux de terrain associant les habitants ont débouché sur la définition des besoins en aménagements qu'il faut maintenant traduire par le montage de dossiers techniques et financiers permettant la recherche de financement pour passer à la phase travaux. En 2007, l'intervention du Cajad a conduit à la structuration des habitants du quartier en association représentative, interlocuteur privilégié de la commune pour les questions d'aménagement de leur quartier. L'action du Cajad est financée par l'Ircod.

Des synergies sont à établir avec le projet Urba.Cam, conduit en partenariat avec Nantes métropole et démarré début 2006, pour lequel Limbé est une ville pilote pour la conduite de formations basées sur la réalisation de petits projets structurants. De même, le contrat de ville signé entre la Communauté urbaine de Limbé et le ministère camerounais du Développement urbain et de l'Habitat est un cadre institutionnel qui doit favoriser la concertation des acteurs œuvrant sur le territoire municipal.

Une relation d'échanges entre établissements scolaires de Colmar et de Limbé devrait aussi voir le jour.



Formation à l'hôpital de Bafia.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

La *Commune de Bafia, chef-lieu du département du Mbam et Inoubou*, a accueilli en 2005 une délégation de la Ville de Thann composée du Maire, de son adjointe aux affaires sociales et du directeur général des services de la commune. Cette mission a permis de définir les domaines d'action sur lesquels la coopération s'engagera. Celle-ci a été formalisée par la signature d'une convention en janvier 2006 à l'occasion du séjour du maire de Bafia en Alsace.

Le volet consacré au renforcement des structures sanitaires de la Commune de Bafia a démarré par l'organisation, en novembre 2006, d'une mission conduite par une conseillère municipale déléguée à la santé et associant des personnels hospitaliers de Thann et de Cernay ainsi qu'un membre d'Électriciens sans frontières Alsace (ESFA). Un programme d'actions a été décidé en commun, comprenant notamment la réhabilitation du réseau électrique de l'hôpital qui s'est ainsi vu doté, sur financement de l'Ircod et de ses partenaires alsaciens, d'un petit groupe électrogène de secours et d'une réhabilitation de pompe à eau pour assurer un service public minimum en cas de défaillance du réseau national. Des études ont ensuite été engagées pour compléter cette réhabilitation avec des moyens plus importants associant l'Ircod et ESFA (câblage, groupe électrogène de forte puissance). En novembre 2007, une deuxième mission alsacienne de même nature a travaillé avec les responsables hospitaliers de Bafia sur l'organisation d'une formation dans le domaine de la périnatalité qui pourrait avoir lieu en 2008.

Le volet dédié à la promotion d'une politique municipale socioculturelle et sportive a conduit au renforcement du fonds de la bibliothèque municipale par la dotation d'un important lot de livres scolaires qui a contribué immédiatement à élever la fréquentation des lieux par les jeunes des établissements scolaires de la ville.



Marché rural à Sa'a

PHOTO ARCHIVES IRCOD

Les échanges scolaires dans le cadre de l'éducation au développement prennent de l'ampleur par la mobilisation progressive de deux établissements thannoïses (lycée Scheurer Kestner et école du Blosen) et de Bafia (lycée technique et cinq écoles primaires).

En milieu rural, dans les départements du Mbam et Inoubou, de la Lékié et du Méfou et Afamba

Depuis l'an 2000, l'Ircod est engagé avec la Ville et la Communauté de communes de Sélestat auprès des *Communes de Sa'a (Lékié) et d'Ombessa (Mbam et Inoubou)* dans le cadre d'un projet d'aménagement d'un marché d'intérêt communal dans chacune de ces communes. Les premières estimations financières ont cependant montré qu'il convenait de phaser les travaux pour optimiser la mobilisation de financements extérieurs complémentaires. Sur la base de l'étude de redimensionnement confiée à l'ONG ERA Cameroun, des requêtes de financement ont été introduites auprès du Fonds social de développement de l'ambassade de France au Cameroun. L'instruction du dossier déposé par Sa'a en 2007 a retenu son attention et pourrait déboucher sur le financement d'une tranche de travaux en 2008. Des contacts sont également maintenus avec le Feicom, banque des communes. Pour Ombessa, il a été convenu avec le nouvel exécutif de revoir l'ambition du projet en étudiant une démarche qui permette toutefois de sauvegarder les objectifs d'amélioration de l'hygiène et de salubrité visés par l'aménagement d'un nouveau marché.

CHAPITRE 2



Foyer municipal de Sa'a.

PHOTO P. LUTZ / ARCHIVES IRCOD

La relance des échanges scolaires dans le cadre de l'éducation au développement a bien fonctionné à Ombessa où trois établissements (écoles primaires et maternelle d'Essendé et école primaire de Boyalong 2) correspondent avec leurs homologues sélestadiens (école maternelle Froebel, école primaire du Centre). À Sa'a, cette activité mobilise l'école publique qui a noué en 2007 un lien avec l'école Jean Monnet de Sélestat.

La Commune de Sa'a s'est investie à partir de novembre 2006, avec l'appui financier de l'Ircod, dans les travaux de réhabilitation du foyer municipal qui se sont poursuivis en 2007. C'est l'outil principal qui lui servira de socle pour développer une politique socioculturelle attrayante, avec l'appui de professionnels sélestadiens, proposant plusieurs pôles d'activité (bibliothèque, cybercentre, salle polyvalente, etc.).

L'Ircod a donné suite à la demande de la **Commune de Soa (Méfou et Afamba)**, à proximité immédiate de Yaoundé, en mobilisant la Ville d'Ostwald pour construire une coopération entre ces deux collectivités. Une délégation conduite par le maire d'Ostwald a rencontré l'exécutif camerounais à Soa en février 2007. Ils ont défini le contenu de leur partenariat qui s'oriente vers la planification urbaine et la construction de liens entre les sociétés civiles des deux communes sur les thèmes de l'eau et de l'environnement. Le directeur du bureau d'études Topos, installé à Obernai, a souhaité apporter son expertise dans le domaine de la planification. En janvier 2007, le diagnostic de la situation, posé lors de sa mission à Soa, a débouché sur des propositions d'actions et la démarche d'accompagnement nécessaire à leur réalisation dans les années à venir.

Depuis 2003, sept des huit communes du Mbam et Inoubou, la **Commune urbaine de Bafia** et les **Communes rurales de Bafia, Ombessa, Ndikiménéki, Bokito, Nitoukou et Deuk** se sont regroupées au sein d'une association des communes du Mbam et Inoubou (Ascomi), préfigurant une future organisation intercommunale, en vue de mettre en place une véritable maîtrise d'ouvrage pour la gestion de l'eau sur leur territoire. L'Ircod s'est engagé à aider ces collectivités en mobilisant des structures alsaciennes: sous la responsabilité technique d'ERA Cameroun, des étudiants de l'Engees, membres d'ingénieurs sans frontières (ISF), et des étudiants de l'École nationale supérieure polytechnique de Yaoundé (ENSP) ont réalisé pendant l'été 2005 un état des lieux portant sur la caractérisation technique et sociale de l'ensemble des points d'eau existants sur le département. Cette étude a servi de base de travail pour la réalisation d'un séminaire à Bafia sur la gouvernance de l'eau dans le département du Mbam et Inoubou.

La réflexion menée avec l'ensemble des acteurs de l'eau de ce département et avec les services concernés de l'État camerounais pour aboutir à la définition d'un programme de coopération dans ce domaine a guidé la rédaction par l'Ircod et ERA Cameroun, partenaire du projet, de la requête de financement dans le cadre du deuxième appel à propositions du programme Facilité ACP-EU pour l'eau émis par la Commission européenne. Cette dernière a émis un avis favorable pour le financement qui est complété par l'Agence française de développement, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le SDEA du Bas-Rhin, la Région Alsace, les communes camerounaises concernées et l'Ircod. Le recrutement en octobre 2007 d'un chef de projet installé à Bafia a permis le démarrage des activités.

COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE

Depuis 1993, l'Ircod et les Instituts universitaires de technologie (IUT) alsaciens ont participé à l'émergence d'IUT au Cameroun, en ciblant plus particulièrement l'IUT de Douala. Un travail de fond a été mené ensemble sur cet établissement qui a également bénéficié d'un financement de la Banque mondiale. Les IUT alsaciens ont décidé de diversifier davantage leurs actions vers les deux autres IUT de Bandjoun et de Ngaoundéré afin de les aider à se mettre au niveau d'équipement et d'organisation de Douala en profitant de l'expérience acquise. Au cours des années 2005 et 2006, les deux IUT ont bénéficié de dotations en matériel pour les départements de génie biologique (Ngaoundéré) et génie civil (Bandjoun) sur financement de la coopération bilatérale française et de l'État camerounais. Pour accompagner l'action, les établissements alsaciens se sont mobilisés pour réunir et expédier au Cameroun des équipements pédagogiques pour la filière génie civil de l'IUT de Bandjoun, renforçant ainsi les autres dotations locales. Les missions successives en 2004 et 2006 d'un enseignant du département génie civil de l'IUT Robert Schuman d'Illkirch ont contribué à l'installation de ces équipements et à la structuration du département. La première promotion de cette nouvelle filière, unique en Afrique centrale pour ce niveau universitaire, sera accueillie à l'IUT début janvier 2008.

De nouvelles perspectives s'ouvrent avec l'ambition gouvernementale de créer une zone franche universitaire (ZFU) qui mobilisera à nouveau le réseau des IUT alsaciens mais aussi certaines des grandes écoles alsaciennes telles l'INSA de Strasbourg ou l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (Engees).

Les missions au Cameroun en 2006 et 2007 du directeur de l'IUT de Haguenau et d'un représentant de l'Engees leur ont permis de cerner les concepts fondamentaux d'un tel projet et de proposer des modalités de collaboration avec les partenaires alsaciens.



IUT de Douala.
PHOTO ARCHIVES IRCOD

AUTRES ACTIONS

La coopération avec l'*Hôpital général de Douala* n'a pas connu de développement au cours de l'année. Une relance pourrait être suscitée au travers de l'engagement strasbourgeois dans la Ville de Douala. Mais il appartient à l'Hôpital général d'exprimer clairement ses attentes vis-à-vis de la coopération alsacienne.

Le volet de *coopération interentreprises* conduit par l'Ircod au Cameroun bénéficie au promoteur de Société industrielle de transformation du coton (Sitraco) qui vise à la mise en place à Douala d'une unité de production de dérivés du coton (compresses, etc.). L'Ircod lui a accordé en 2006 un prêt pour cofinancer avec des fonds européens une étude de faisabilité technico-économique. Ces éléments, complétés par l'appui-conseil apporté par le partenaire alsacien Hartmann, ont permis au promoteur de réunir en 2007 un pool d'actionnaires camerounais et de mobiliser des institutions de financement étrangères autour de son initiative.

L'atelier de menuiserie est aujourd'hui fonctionnel et monte progressivement en charge au niveau de la production. L'appui-conseil apporté par l'entreprise Boeckel de Mittelbergheim se poursuit à distance.



Vallon Metzinger à Mahajanga.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

② L'ACTION DE L'IRCOD À MADAGASCAR

En 2007 ont eu lieu à Madagascar différents éléments marquants, à savoir la révision de la constitution malgache par référendum le 4 avril 2007 ayant pour conséquence la fin de l'ère des provinces pour laisser place aux Régions et le renforcement du rôle des Fokontany (quartiers).

En septembre, près de 7,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour les législatives par un scrutin majoritaire à un tour. Le parti au pouvoir Tiako i Madagasikara (TIM) a largement remporté ces élections dans les cinq plus grandes villes du pays. Enfin, le 12 décembre 2007 se sont tenues les élections municipales.

L'antenne de l'Ircod, située dans la commune de Mahajanga dans l'ex-province de Mahajanga dénommée à présent Régions Boeny et Betsiboka, a continué en 2007 son programme d'appui multisectoriel principalement aux communes urbaines de Mahajanga et de Maevatanana, et de façon moins soutenue à la commune rurale d'Ambato-Ambarimay.

À Mahajanga, le premier semestre 2007 a été marqué par une forte instabilité politique et administrative. Le bureau exécutif dissout, avec le départ de sept directeurs de service, un nouvel organigramme a été établi sur la base d'une direction des opérations et d'une direction financière. Toutefois, le poste de cette dernière direction est resté vacant durant toute l'année 2007. Ce contexte a rendu difficile toute validation politique et tout travail nécessitant un engagement fort de la municipalité.

Cependant, une normalisation politique et administrative est à présager grâce à la nomination de nouveaux chefs de Fokontany en juin et à l'élection, en décembre, du docteur Jean Nirina Rakotoarimanana, en charge du bureau municipal d'hygiène, au poste de maire.



Vue de Maevatanana.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

À **Ambato-Ambarimay**, un nouveau maire, enseignant, a été élu et à **Maevatanana**, le maire a vu son mandat reconduit.

Les projets menés ont bénéficié d'un appui technique et financier de plusieurs collectivités et institutions alsaciennes (Département du Bas-Rhin, Villes de Mulhouse, Hochfelden, Saint-Louis, Haguenau, Communauté de communes de la Plaine de la Sauer et du Seltzbach) et d'un soutien financier de la Région Alsace et de l'État dans le cadre de l'appel à projet 2007-2009.

L'année 2007 a été marquée par diverses missions d'experts de la Ville de Mulhouse, de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et de Hochfelden pour le projet marchés, des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, Colmar et Haguenau, et enfin de la Bibliothèque départementale du Bas-Rhin accompagné d'un éditeur strasbourgeois dans le cadre de l'élaboration d'un imagier franco-malgache qui a vu le jour en novembre 2007.

Par ailleurs, l'adjointe au maire de Mulhouse et vice-présidente de l'Ircod s'est rendue à Mahajanga.

Parallèlement, des missions d'étude en Alsace ont été organisées pour le directeur du bureau municipal d'hygiène de Mahajanga et un médecin urgentiste malgache.



Indicateurs statistiques

- 587 040 km²
- Marc Ravalomanana, président
- 20 millions d'habitants
- 26,8 % de population urbaine
- 43,8 % de population de moins de 15 ans
- 58,4 ans d'espérance de vie à la naissance
- 70,7 % de taux d'alphabétisation des adultes
- 923 \$ US PIB/habitant
- idh 0,533

Source : Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, PNUD

Idh : Indice de développement humain, calculé sur la base de trois composantes (espérance de vie, niveau d'instruction et PIB par habitant)

CHAPITRE 2



Marché de Mahajanga.

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

PARTENARIATS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Avec la Commune urbaine de Mahajanga

L'appui de l'Ircod auprès de cette commune est multisectoriel et touche l'urbanisme, la fiscalité locale, les marchés, l'éducation, le domaine socio-culturel et la santé.

Débutée en 2007, la mission de maîtrise d'œuvre sociale et d'organisation institutionnelle pour le **projet de réhabilitation des principaux marchés de Mahajanga** se prolonge jusqu'au 31 août 2008. Dans ce projet financé par l'Agence française de développement (AFD), l'Ircod est associé à la Ville de Mulhouse et dépend du maître d'ouvrage délégué, l'Agence d'exécution des travaux d'intérêt public (Agetipa).

Un travail de trois années sur ce projet a abouti, en fin 2007, à l'installation des commerçants, placés pendant la période des travaux sur les plates-formes provisoires, sur deux des trois marchés (Mahabibo et Tsaramandroso).



Le service des marchés, devenu département des marchés avec son budget propre, fonctionne de manière autonome depuis le 1^{er} janvier 2007. La commune a fixé des droits de place et d'entrée sur les nouveaux marchés. D'autre part, quatre associations de marchés ont été créées et sont autonomes.

Différentes missions d'experts ont été menées par :

- l'expert de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) autour de la tarification et de la gestion des marchés ;
- les pompiers de Hochfelden pour la mise en place d'un plan de sécurité et de prévention des risques sur les nouveaux marchés ;
- le directeur des finances de la Ville de Mulhouse pour l'appui à la mise en place du budget annexe ;
- l'inspecteur sanitaire et la responsable des droits de place et marchés de la Ville de Mulhouse ;
- l'adjointe au maire de la Ville de Mulhouse en charge du commerce, de l'artisanat et des affaires internationales.

Le responsable du bureau municipal d'hygiène (BMH) a effectué une mission d'étude auprès du service municipal d'hygiène et de santé (SMHS) de la Ville de Mulhouse. Son rapport a permis de préciser son rôle au niveau des marchés et de travailler sur l'organisation et le fonctionnement de son service en lien avec les autres services de la commune. Il a également complété ses connaissances en matière d'hygiène alimentaire appliquée à la problématique des marchés. Appuyé par l'UDAC – association locale –, le responsable du BMH a dispensé une première série de formations à l'hygiène alimentaire aux membres des trois associations de commerçants des principaux marchés.



Service incendie et secours.

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

L'Ircod continue à apporter un **appui aux finances** de la commune, focalisé sur la réorganisation et l'équipement de la direction des affaires économiques et financières, et la formation de son personnel. Cet appui vise l'augmentation des recettes municipales par un meilleur recouvrement des taxes et redevances locales. Des formations en comptabilité et en informatique à destination du personnel ont également eu lieu dans le cadre du projet de réhabilitation des marchés.

Dans le **domaine de l'urbanisme**, le Conseil général du Bas-Rhin et l'Ircod encouragent la formulation d'une politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme par la structuration des services et l'accompagnement de la commune dans la mise en œuvre de l'opération de sécurisation et d'aménagement du vallon Metzinger, principale zone inondable et habitée de la Ville de Mahajanga.

L'Ircod s'attache également à renforcer ou à faire émerger des associations de quartier dans le cadre d'un **appui à une politique socioculturelle**. En raison de l'absence d'un directeur des Affaires culturelles, sports, loisirs et jeunesse, seule une analyse de l'état des infrastructures et de leur gestion a été effectuée. Des propositions de modes de partenariats avec les associations de quartier et les Fokontany, ont été développées.

L'action de la Ville de Hochfelden, de son centre de secours et de son amicale des pompiers, participe à la **structuration du service municipal d'incendie et de secours (SIS) de Mahajanga** et au renforcement du **service à la personne**. Le service départemental d'incendie et de secours des Deux-Sèvres intervient sur la sécurité incendie.



Vallon Metzinger à Mahajanga.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

L'année 2007, mis à part des interventions sur les marchés, a été une année d'observation et de formation. La réalisation d'un audit de la caserne et une analyse de la situation ont débouché sur la proposition d'une démarche d'actions pour 2008. Une enquête sur la structuration du préacheminement hospitalier des blessés à Mahajanga a permis de constater le caractère indispensable de l'intervention du SIS dans ce domaine et la nécessité d'un service gratuit.

Enfin, l'intervention conjointe du SDIS des Deux-Sèvres et de l'Ircod laisse place, à partir de 2008, à deux partenariats distincts avec la commune malgache, tel que cela a été présenté par la délégation deux-sévrienne lors de sa mission d'octobre 2007.

Au terme d'une mission en juillet 2003 à Madagascar, le Conseil général du Bas-Rhin a souhaité ouvrir un nouvel axe de coopération décentralisée autour du thème de l'éducation. L'objectif général de ce programme est de **faciliter l'accès de la population de Mahajanga à une éducation de base de qualité** dans le cadre des objectifs du plan Éducation pour tous, programme national fixant les objectifs à atteindre dans ce domaine à l'horizon 2015. Cet objectif passe par la réhabilitation d'écoles publiques primaires (EPP) à Mahajanga et par la coordination de l'ensemble des partenaires dans ce domaine sur la commune (plate-forme éducation). En 2007, deux EPP à Mahajanga ont été réhabilitées, Mahabibo et Fiofio, choisies prioritairement en fonction de l'urgence des travaux à mener.



École de Maevatanana.

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

Avec la Commune urbaine de Maevatanana

Maevatanana, ville de 24 000 habitants, située sur l'axe routier Mahajanga-Tananarive, dans une région à fort potentiel économique, doit faire face à une croissance démographique importante sur un territoire dépourvu d'infrastructures, d'équipements et de services. Dans ce contexte difficile, l'Ircod, en partenariat avec le Département du Bas-Rhin et la Communauté de communes de la plaine de la Sauer et du Seltzbach, s'est engagé aux côtés de la Commune de Maevatanana pour l'aider à **renforcer ses capacités de maîtrise d'ouvrage**, en terme d'aménagement et de développement local. La coopération porte sur un appui au développement de la fiscalité locale, l'élaboration de démarches et d'outils de planification et de programmation urbaine, ainsi que sur la réalisation d'ouvrages collectifs dans les quartiers de la ville.

En 2007, l'appui a porté sur la réorganisation des services, la définition du poste de secrétaire général, l'archivage, l'informatisation des données financières de la commune et la poursuite de l'appui aux services financiers à travers des missions régulières du responsable financier de la Commune de Mahajanga.

Suite à la réalisation des **infrastructures sanitaires** en 2006 (kiosques à eau et puits), l'année 2007 a été consacrée à la mise en bonne gestion de ces équipements.

Un élève-ingénieur malgache en formation à l'Engées a effectué un stage de deux mois (juin-juillet) à la direction régionale du développement rural de Maevatanana afin de s'intéresser à la ressource en eau et au réseau d'adduction d'eau à Maevatanana I : situation et recommandations pour une meilleure gestion et préservation.

Enfin, cette année a été l'occasion d'échanges entre la Commune urbaine de Maevatanana et la Ville de Mahajanga sur son projet de marchés.

Le **programme d'appui à l'éducation**, soutenu depuis 2004 par le Département du Bas-Rhin, a permis de démarrer la création des écoles de deux quartiers de la commune, Ambalarano et Morarano, avec la construction et l'équipement de deux salles de classes dans chacune des écoles. Ce projet associe localement la commune, les associations de parents d'élèves et les services de l'éducation. Il intègre ainsi les composantes liées à la construction et à l'équipement des écoles, mais également les aspects relatifs à leur gestion et leur fonctionnement: formation des professeurs, outils pédagogiques, suivi de l'affectation d'enseignants subventionnés, suivi des cotisations des parents d'élèves pour le paiement d'enseignants.



Bibliothèque du programme de lecture publique.

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

Dans les Régions Boeny et Betsiboka

L'action de *promotion de la lecture publique* auprès des jeunes de Mahajanga, Maevatanana et d'Ambato-Ambarimay, initiée avec l'appui technique de la Bibliothèque départementale de prêt du Bas-Rhin (BDBR) en 2000, consiste, d'une part à renforcer l'attractivité des bibliothèques municipales existantes par des dotations en livres et par des animations en direction des jeunes et, d'autre part à développer l'impact de ces bibliothèques par un travail en réseau, notamment pour la formation des bibliothécaires (renforcement du français, formation en techniques d'animation...).

Par ailleurs, depuis 2006, un *volet appui à la promotion de l'édition locale* a été développé afin d'intégrer le programme dans une dynamique globale.

En 2007, l'activité la plus marquante a été la réalisation et l'édition d'un imagier franco-malgache, L'imagier de Noro et Jao, en coopération avec des maisons d'édition malgache (Tsipika) et française (Callicéphale). Ce travail a été accompli grâce à l'implication de deux bibliothécaires de la BDBR, d'éditeurs français et malgache. Soulignons également la coordination et le suivi de toutes les phases du travail par la volontaire du Cefode basée à l'antenne Ircod à Mahajanga. Ce livre est sorti officiellement en France en novembre et est disponible à Madagascar début 2008.

L'édition d'un conte malgache bilingue, *Lova*, a également été appuyée.

L'imagier franco-malgache,
édité par Tsipika éditeur
et Callicéphales éditions.



Développement de la coopération avec l'Office public de coopération intercommunal (OPCI) d'Ambato-Boeny

L'Ircod appuie la Commune d'Ambato-Ambarimay (OPCI d'Ambato-Boeny) à travers le projet de lecture publique financé par le Conseil général du Bas-Rhin.

En 2007, certains projets de la commune pour les prochaines années ont été évoqués. D'autre part, certaines collectivités d'Alsace ont marqué leur intérêt à prendre part à des actions de coopération décentralisée ciblées.

Ainsi, il a semblé opportun de réaliser un état des lieux des besoins de la commune d'Ambato-Ambarimay et de l'OPCI d'Ambato-Boeny, et d'étudier plus avant les projets qui pourraient faire l'objet d'un appui via cette coopération. Une consultation a été lancée en décembre auprès de bureaux malgaches pour un démarrage de l'étude diagnostic en début d'année 2008.



CHAPITRE 2



Kiosque à eau à Maevatanana.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

Appui à la formation supérieure et la gestion décentralisée de l'eau

L'Engées, l'Ircod, le CNEAGR et le ministère de l'Agriculture d'Antananarivo ont convenu d'un partenariat pour favoriser la formation en ingénierie rurale d'étudiants malgaches qui, après l'obtention de leur diplôme, seront affectés dans les services déconcentrés ou collectivités malgaches.

Dès 2006, un étudiant malgache a bénéficié d'une bourse pour poursuivre sa formation à l'Engées. Il a, en juin et juillet 2007, effectué un stage sur les ressources en eau à Maevatanana, préparé conjointement par le CNEAGR et l'Ircod. Deux nouvelles bourses ont été attribuées pour 2007-2008.

Mise en place d'un Centre d'appui aux communes

Dans le cadre de sa politique d'appui à la décentralisation, le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire (MPRDAT) auprès de la présidence de la République malgache s'engage dans la mise en place de Centres d'appui aux communes (CAC) destinés à leur fournir les moyens d'assumer leurs responsabilités (appui à la maîtrise d'ouvrage, appui à la fiscalité locale...).

Le Conseil général du Bas-Rhin s'est engagé auprès de l'Ircod pour le soutien à la mise en place d'un CAC auprès d'une de ses communes partenaires, sous réserve des résultats d'une étude de faisabilité. Une convention a été signée avec le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France (SCAC) en 2007 pour une mise en œuvre d'un CAC en 2008, selon les résultats de l'étude de faisabilité lancée fin 2007.



Service des urgences du Centre hospitalier universitaire de Mahajanga.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

COOPÉRATION INTERHOSPITALIÈRE

Démarrée en 1995, la *coopération avec le Centre hospitalier universitaire de Mahajanga* (CHUM) mobilise des praticiens des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, Colmar et Haguenau et divers partenaires financiers. Elle vise principalement l'amélioration de l'*organisation du service d'urgence et de soins intensifs (SUSI) et du laboratoire d'analyses médicales du CHU d'Androva*. En 2007, suite au départ de la coopération française, l'Ircod a mené, avec le CHUM, une réflexion sur son repositionnement pour une approche plus globale de son appui, coordonnée avec les programmes cadres du secteur de la santé. L'année 2007 a vu la poursuite de l'axe formation du partenariat avec une mission d'appui auprès du SUSI. Un médecin urgentiste alsacien a ainsi permis la réalisation d'un diagnostic organisationnel du service. Une mission d'appui a été effectuée par deux médecins biologistes auprès du laboratoire. Une mission d'étude en Alsace a été organisée pour un médecin du SAMU et des urgences de l'Hôpital civil de Strasbourg.

Concernant l'appui aux travaux ou équipements, un des temps forts de cette année est la dotation d'un échographe au SUSI (cofinancement Lion's Club, Rotary Club, CHUM, Ircod, dans le cadre d'un crédit revolving) et d'un photomètre de flamme au laboratoire, grâce au financement de la Ville de Bâle.



Vue de Yanfolila.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Indicateurs statistiques

- 1 240 000 km²
- Amadou Toumani Touré, président
- 12,3 millions d'habitants
- 30,5 % de population urbaine
- 47,7 % de population de moins de 15 ans
- 53,1 ans d'espérance de vie à la naissance
- 24 % de taux d'alphabétisation des adultes
- 1 033 \$ US PIB/habitant
- idh 0,380

Source: Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, PNUD

Idh: Indice de développement humain, calculé sur la base de trois composantes (espérance de vie, niveau d'instruction et PIB par habitant)

3 L'ACTION DE L'IRCOD AU MALI

La coopération avec le Mali s'est renforcée suite à l'engagement du Département du Haut-Rhin aux côtés de l'association Agriculteurs français et développement international (AFDI) du Haut-Rhin pour apporter un appui au Conseil de cercle de Yanfolila dans sa volonté d'insuffler une nouvelle dynamique de développement rural de son territoire.

L'engagement d'Électriciens sans frontières aux côtés de la Ville de Mulhouse et des AFDI alsaciens renforce de même le partenariat engagé avec la Commune rurale de Fakala en région de Mopti.

L'augmentation de l'activité de l'Ircod au Mali nécessite de renforcer le suivi de terrain en 2008, année au cours de laquelle le recrutement d'un deuxième volontaire est prévu.

CHAPITRE 2



Adduction d'eau potable à Fakala.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Puits à Fakala.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

AVEC LA COMMUNE DE FAKALA

L'année 2007 a été marquée par le déplacement d'une mission conjointe des partenaires alsaciens de la Commune de Fakala, menée par le maire de Mulhouse. Cette visite a confirmé les engagements des partenaires alsaciens aux côtés des autorités et de la population de Fakala.

Dans le domaine du développement urbain, l'année 2007 a été marquée par l'intégration de la Commune de Fakala dans le *programme d'alimentation en eau potable et d'assainissement* de 18 communes de la Région de Mopti, mis en œuvre par l'Agence française de développement. Cette décision a été guidée par la volonté de l'AFD d'explorer de nouvelles voies d'intervention en saisissant l'opportunité d'un partenariat avec la coopération décentralisée.

La Ville de Mulhouse et l'Ircod s'engagent ainsi au côté de l'AFD en complément des actions d'amélioration d'accès à l'eau potable par un volet assainissement (gestion des eaux usées domestiques, drainage des eaux de pluie).

En matière d'assainissement, un projet de gestion des déchets solides est d'ores et déjà défini et la mairie de Sofara est équipée de charrettes à ânes pour le ramassage des ordures ménagères. Cette première action permet de mettre en place une organisation par quartier de la gestion de l'assainissement qui servira de cadre au projet global.

L'appui à la protection des berges de la ville démarré en 2006 s'est concrétisé cette année par la réalisation de travaux d'urgence de protection d'une partie de berges. Les habitations les plus menacées sont ainsi sécurisées. Cette action a permis d'alerter les pouvoirs publics maliens sur le problème d'érosion auquel est confrontée la Ville de Sofara et a débouché sur l'intervention de l'État malien par le biais de l'Agence du bassin du fleuve Niger. L'Autorité de bassin du fleuve Niger (ABFN) met en œuvre en 2008 un projet d'aménagement global des berges de la ville sur financement de la Banque mondiale.

Dans le domaine rural, l'engagement des AFDI alsaciens aux côtés de la Ville de Mulhouse a permis le soutien à la création de la coopérative des riziculteurs Fakala Sényiriwaton qui regroupe des producteurs issus des sept villages exploitant le casier rizicole de Sofara. Cette action est accompagnée par un *appui au renforcement des capacités de production des riziculteurs* en 2008 afin d'augmenter les rendements. Avec l'aménagement du casier rizicole de Sofara en maîtrise totale de l'eau (qui sera opérationnel pour la campagne 2009), l'appui aux riziculteurs prend tout son sens. En effet, la maîtrise de la filière de commercialisation du riz permettra de tirer pleinement bénéfice de l'exploitation de ce nouvel aménagement.



Vue de Yanfolila.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

AVEC LE CERCLE DE YANFOLILA

Le Département du Haut-Rhin et l'AFDI du Haut-Rhin ont poursuivi leur engagement pris avec le Conseil de cercle de Yanfolila et le soutien aux organisations paysannes du territoire à travers le comité local de concertation des ruraux.

Des missions de l'AFDI 68 ont permis de poursuivre l'*appui à la promotion de la filière mangue* ainsi qu'à la mise en place d'une coopérative d'épargne et de crédit au bénéfice des producteurs locaux.

L'engagement du Département du Haut-Rhin, axé sur l'*appui institutionnel*, s'est focalisé sur :

- l'appui à la définition d'une politique d'aménagement des cours d'eau avec un soutien particulier à la réalisation des études d'avant-projet d'un ouvrage de retenue d'eau ;
- le soutien aux établissements scolaires et l'amélioration des conditions d'enseignement ;
- le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage du Conseil de cercle, notamment par la prise en charge provisoire d'un poste d'agent de développement.



Coopérative paysanne de Yanfolila.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Transformation de la production.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Communauté rurale de Nguéniène.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

4 L'ACTION DE L'IRCOD AU SÉNÉGAL

Les multiples difficultés enregistrées par l'Institut dans ses partenariats avec le Sénégal ont conduit l'Ircod à prendre un temps de recul et à engager une réflexion globale sur l'engagement de l'Institut et de ses partenaires, alsaciens et sénégalais, afin de redéfinir des perspectives et une stratégie d'intervention dans ce pays.

Compte-tenu d'un paysage politique et institutionnel incertain, l'Ircod a réalisé en 2007 la première phase d'un bilan centré sur les partenaires alsaciens et a lancé la seconde phase avec les partenaires sénégalais. Par ailleurs, l'année 2007 aura vu la concrétisation du partenariat entre la Commune de Bennwihr et la Communauté rurale de Nguéniène par la signature d'une première convention opérationnelle.



Indicateurs statistiques

- 196 722 km²
- Abdoulaye Wade, président
- 12,8 millions d'habitants
- 41,6 % de population urbaine
- 42,2 % de population de moins de 15 ans
- 62,3 ans d'espérance de vie à la naissance
- 39,3 % de taux d'alphabétisation des adultes
- 1 792 \$ US PIB/habitant
- idh 0,499

Source : Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, PNUD

Idh : Indice de développement humain, calculé sur la base de trois composantes (espérance de vie, niveau d'instruction et PIB par habitant)



Échange avec le Centre culturel Blaise Senghor à Dakar.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

LE BILAN DES ACTIONS

La première fraction du bilan s'est focalisée sur la partie alsacienne, recensant les appréciations des différentes structures locales engagées sur le déroulement des programmes avec le Sénégal.

De façon synthétique et croisée, les acteurs alsaciens mettent en avant la pertinence des actions menées, notamment dans le domaine de l'insertion économique et de la formation professionnelle, ainsi que le dynamisme des bénéficiaires.

Cependant, le manque de portage institutionnel et politique des actions engagées par les collectivités territoriales sénégalaises fait douter les partenaires alsaciens de la pérennité des actions initiées.

Le climat politique national et local mouvant ainsi que les lenteurs enregistrées dans la mise en œuvre du processus de décentralisation et d'appui aux collectivités territoriales expliquent, en partie, les difficultés rencontrées dans la volonté d'ancrage institutionnel progressif des actions mises en œuvre.

La seconde phase du bilan sur les partenariats avec le Sénégal est conduite par une mission de l'Ircod au Sénégal. Celle-ci a pour objectifs de rencontrer les partenaires institutionnels et opérationnels sénégalais et de recueillir leurs constats et leurs points de vue sur le déficit de continuité et d'ancrage des actions menées.

Il s'agira ensuite de susciter un positionnement de tous les acteurs, alsaciens et sénégalais, sur les suites à donner aux programmes, leurs contenus, et leurs stratégies de mise en œuvre.



Centre régional de formation professionnelle de Ziguinchor.

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

AVEC LA RÉGION DE ZIGUINCHOR

Le partenariat, démarré en 1998 avec la Région Alsace pour un accompagnement multisectoriel de la Région de Ziguinchor, a connu en 2007 un net ralentissement opérationnel, lié notamment à l'assassinat du président du Conseil régional et du flou institutionnel et politique généré par l'événement.

Le *programme d'appui à la formation professionnelle dans la filière bois* n'a connu aucune avancée significative. La ligne de crédit ouverte auprès du Crédit Mutuel du Sénégal pour accompagner l'installation matérielle des artisans menuisiers concernés par l'action n'a, à ce jour, pas été utilisée.

L'*action d'octroi de bourses* pour des formations techniques courtes et professionnalisantes d'étudiants casamançais, financée par la Région Alsace, s'est achevée en 2007. Les deux boursiers ont achevé leur cycle de formation de deux ans. L'un poursuit un cycle supérieur en France, l'autre travaille dans l'hôtellerie au Sénégal.

Une *mission d'expertise médicale de l'Hôpital de Mulhouse* à Ziguinchor avait permis d'identifier clairement des actions à mettre en œuvre dans le cadre du partenariat noué avec l'Hôpital régional de Ziguinchor. Centrées sur le pôle mère-enfant et les urgences, les actions n'ont pas pu voir le jour. En effet, les mutations intervenues à la direction de l'Hôpital de Ziguinchor constituent le principal frein à la mise en œuvre de ce programme.

CHAPITRE 2



Irrigation à Dialacoto.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

AVEC LA RÉGION ET LA VILLE DE KOLDA

Le partenariat avec la Région et la Ville de Kolda est essentiellement centré sur l'*appui au Centre d'initiation à l'informatique (C2I)*. Cependant, l'absence de tout engagement politique dans le financement du fonctionnement du Centre n'a pas permis d'assurer la continuité des initiatives menées en sa faveur.



Centre d'initiation à l'informatique à Kolda.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Foyer des jeunes de Nguéniène.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

AVEC LA COMMUNAUTÉ RURALE DE DIALACOTO

Soutenu par la Commune de Breitenbach, le partenariat avec la Communauté rurale de Dialacoto est essentiellement axé sur le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage du Conseil rural de Dialacoto pour la promotion du développement économique local.

L'année 2007 aura permis de poursuivre l'*appui à la mise en œuvre d'un projet pilote de maraîchage* et le suivi des producteurs par la Maison familiale et rurale (MFR). La ligne de crédit mise à disposition du projet et gérée par la MFR étant définitivement épuisée, le partenariat est entré dans une phase d'évaluation.

AVEC LA COMMUNAUTÉ RURALE DE NGUÉNIÈNE

2007 a vu l'officialisation du partenariat entre la commune de Bennwihr, la Communauté rurale de Nguéniène et l'Ircod par la signature d'une convention opérationnelle.

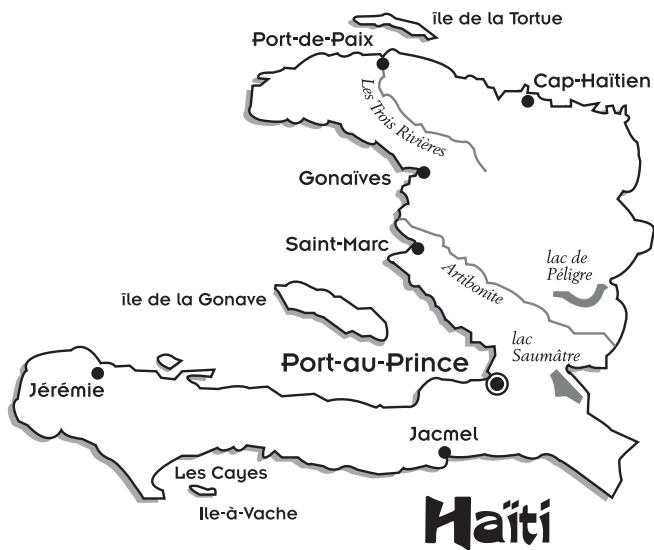
Un bureau d'études sénégalais a identifié, en collaboration avec les acteurs locaux, une première action visant en 2008 à consolider et à rendre visible ce partenariat. Dans la continuité des actions menées par le Conseil rural de Nguéniène – qui s'est investi dans la réhabilitation d'une partie du foyer des jeunes pour y installer un centre d'accès à l'informatique –, il s'agira de réhabiliter l'autre partie pour y *installer une bibliothèque communautaire et promouvoir la lecture publique*.

En 2008, l'Ircod favorisera le raffermissement institutionnel et opérationnel des liens entre les deux collectivités par la mise en œuvre de la première action concrète identifiée.



Marché de Jacmel.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Indicateurs statistiques

- 27 750 km²
- René Garcia Préval, président
- 8,9 millions d'habitants
- 38,8 % de population urbaine
- 38 % de population de moins de 15 ans
- 59,5 ans d'espérance de vie à la naissance
- taux d'alphabétisation des adultes indisponible (52 % en 2006)
- 1 663 \$ US PIB/habitant
- idh 0,529

Source: Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, PNUD

Idh: Indice de développement humain, calculé sur la base de trois composantes (espérance de vie, niveau d'instruction et PIB par habitant)

5 L'ACTION DE L'IRCOD EN HAÏTI

L'année 2007 aura principalement été marquée par le démarrage du projet de renforcement des capacités de la mairie de Jacmel qui amorce une phase d'intégration et d'institutionnalisation des actions jusqu'à présent menées avec différents acteurs locaux.

Le cartel municipal de Jacmel – conseil municipal composé d'un maire principal et deux maires adjoints – a été élu en décembre 2006 pour officiellement prendre ses fonctions le 13 février 2007, conférant ainsi au projet des bases institutionnelles renforcées.

Les partenariats spécifiques entretenus jusqu'à maintenant par l'Ircod avec des acteurs du développement local jacméliens et de Port-au-Prince n'ont cependant pas été abandonnés. 2007 aura été l'occasion de faire le point sur un certain nombre d'entre eux et d'amorcer des recentrages.



Préparation du projet.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Lancement officiel du projet par le maire de Jacmel.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

AVEC LA COMMUNE DE JACMEL

Le projet de renforcement des capacités de la mairie de Jacmel

L'Ircod, la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg entretiennent depuis de nombreuses années des relations de coopération avec la Commune de Jacmel, relations contractualisées par la signature d'une convention-cadre.

L'Agence française de développement (AFD) a sollicité en 2006 la Ville, la Communauté urbaine de Strasbourg et l'Ircod pour la définition et la mise en œuvre d'un programme visant le renforcement des capacités municipales de Jacmel. Plusieurs missions destinées à déterminer les bases du projet ont été réalisées. Celle de mars 2007 portait sur les aspects institutionnels, fiscaux et budgétaires.

L'année 2007 a été marquée par le lancement officiel de ce projet financé par l'AFD et matérialisé, entre autres, par l'installation d'un chef de projet Ircod. Une délégation jacmélienne s'est rendue à Strasbourg en juin 2007 afin de travailler et de finaliser le plan d'action du programme.

Le séminaire officiel de présentation et de lancement du projet de renforcement des capacités municipales de Jacmel s'est tenu le 21 juillet 2007 à Jacmel sous la présidence du ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales de la République de Haïti et en présence d'une délégation officielle de la Ville, de la Communauté urbaine de Strasbourg et de l'Ircod.

Ce séminaire fut également l'occasion de signer la convention de coopération énonçant clairement les cinq axes de travail du programme :

- **Propreté de la ville**: mettre en place des modes de collecte, de transport et de traitement des déchets solides et doter la ville d'éléments de diagnostic, de réflexion et de programmation pour la mise en œuvre d'une politique des eaux usées et des latrines.
- **Marchés**: accompagner la ville dans la préparation et la réflexion sur la construction d'un nouveau marché, la réhabilitation de l'actuel marché en fer et l'amélioration de la gestion de ces infrastructures.



Assainissement à Jacmel.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Voirie à Jacmel.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

- **Fiscalité locale**: renforcer la fiscalité locale afin d'accroître les ressources de la Commune de Jacmel et ses capacités de fonctionnement et d'action pour la pérennisation des politiques prioritaires mises en place dans le cadre du programme.
- **Administration générale**: permettre à la mairie un fonctionnement amélioré par sa réorganisation, son équipement en matériel de base, la mise en place d'outils de gestion financière et comptable et de procédures de passation de commandes, l'aménagement de ses locaux, le recrutement de personnel encadrant, la gestion et la formation des agents municipaux.
- **Gouvernance locale**: expérimenter, à l'échelle locale en lien avec l'évolution législative, la mise en place et le fonctionnement de cadres de concertation et de décision entre les différentes institutions communales, nationales et les acteurs locaux.

Les axes "propreté" et "marché" ont démarré très rapidement par la conduite d'une mission conjointe de l'écoconseiller et du chef de service de la planification urbaine de la Ville de Strasbourg et d'un consultant de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, spécialiste de la problématique des marchés dans les pays en voie de développement.

Cette mission a permis, d'une part, de poser les bases d'une étude de faisabilité pour la construction d'un nouveau marché à Jacmel et d'autre part, de définir des orientations opérationnelles pour la collecte des déchets ménagers et leur traitement.

2008 sera consacrée à la mise en œuvre de l'ensemble des axes opérationnels énoncés ci-dessus. Un comité de cadrage se réunira en milieu d'année pour réaliser l'évaluation de la première année du projet.

L'appui aux initiatives locales à Jacmel

Dans le cadre de la coopération décentralisée, plusieurs **actions d'appui aux initiatives locales de développement** ont été initiées depuis quelques années avec différents acteurs jacméliens. Elles ont été poursuivies en 2007 :

- le partenariat avec l'Union Bloc Raquette développement (UBRD), association œuvrant pour le développement d'un quartier de Jacmel, a été concrétisé par l'inauguration de la rue Fébrile. Cette rue a été reprofilée, bétonnée et dotée d'un système d'égouts grâce à un financement de l'Ircod;
- les relations entre l'Ircod et le service de gestion des centres préscolaires de Jacmel (SGCPJ) – 52 crèches à Jacmel – ont abouti en 2006 à la création d'une crèche dans le Bloc Raquette. Le SGCPJ a formulé une demande d'appui pour la réhabilitation d'une seconde crèche. L'établissement a donné des assurances quant aux capacités de fonctionnement des centres à moyen et long terme. Le SGCPJ a fourni un plan de développement pour les années à venir, jugé cohérent. Une enveloppe a été prévue fin 2007 pour la réalisation des travaux;



Baie à Jacmel.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

- les partenaires alsaciens sont engagés depuis plusieurs années dans la mise en œuvre d'un projet d'adduction d'eau potable (captage de source) dans la vallée de Marbial à Jacmel en partenariat avec l'ONG Coordination des organisations du Sud-Est (Croze). Croze a présenté, ainsi que prévu, un dossier technique et un projet de dossier de demande de financement début 2007. La recherche de financement est actuellement en cours;
- l'appui à l'École professionnelle de Jacmel (EPJ), unique centre de formation technique public du Sud-Est, est poursuivi. Le lycée Émile Mathis de Schiltigheim a proposé en 2007 à l'EPJ de lui faire don d'un camion-atelier, en sus d'un apport en outillage que finance l'Ircod. L'Ircod souhaite cependant que ces matériels ne constituent pas un simple don. Aussi l'EPJ, avec l'appui de l'Ircod, travaille à la construction d'un projet pédagogique, cadre plus global destiné à optimiser cet apport en équipement.

L'APPUI À L'HÔPITAL UNIVERSITAIRE D'ÉTAT DE HAÏTI, SERVICE ORL

La coopération hospitalière conduite par l'Ircod en partenariat avec l'association Liens ORL Ayti (LOA) pour la mise en place et la structuration d'un service ORL à l'Hôpital universitaire d'État de Haïti (HUEH) s'est trouvée quelque peu ralentie en 2007. Une réunion en juin 2007 entre l'Ircod et LOA a permis de réaliser un état des lieux de cette coopération et a donné lieu à un recadrage des actions à entreprendre, notamment la mise en place du campus numérique.

Dans ce cadre, un médecin ORL de l'HUEH a réalisé une mission d'études en France, en octobre 2007. Il a participé au Congrès international ORL organisé à Paris et a poursuivi son séjour en Alsace pour y rencontrer les partenaires afin d'échanger, d'une part, sur la mise en place du projet Campus numérique et d'autre part sur le devenir du partenariat entre LOA et l'HUEH.



Coopérative laitière du Paraná.

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Circuit touristique à Nova Friburgo.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

6 L'ACTION DE L'IRCOD AU BRÉSIL

Au Brésil, l'action de l'Ircod se concentre sur l'appui à la structuration de la filière lait des coopératives du Sud-Ouest de l'État de Paraná et de l'aide à la structuration d'initiatives de promotion du tourisme rural dans l'État de Rio de Janeiro.

Ces coopérations ont été mises en œuvre il y a plus de dix ans et sont maintenant en phase de renforcement, avec une multiplication des partenaires et des actions.

L'année 2007 aura été marquée par l'engagement d'un processus de renforcement des partenariats en vue de la consolidation des acquis et de leur pérennité dans le tissu économique et institutionnel local.

Indicateurs statistiques

- 8,5 millions km²
- Luiz Inácio Lula da Silva, président
- 191,9 millions d'habitants
- 84,2 % de population urbaine
- 27,8 % de population de moins de 15 ans
- 71,7 ans d'espérance de vie à la naissance
- 88,6 % de taux d'alphabétisation des adultes
- 8 402 \$ US PIB/habitant
- idh 0,800

Source : Rapport mondial sur le développement humain 2006, PNUD

Idh : Indice de développement humain, calculé sur la base de trois composantes (espérance de vie, niveau d'instruction et PIB par habitant)





Circuit touristique à Nova Friburgo.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

APPUI AU TOURISME RURAL DANS LA RÉGION DE NOVA FRIBURGO, ÉTAT DE RIO DE JANEIRO

Les relations nouées depuis 1993 entre l'Ircod, les partenaires alsaciens du secteur du tourisme et les acteurs brésiliens voulant promouvoir le tourisme rural dans la région de Nova Friburgo ont contribué à la mise en place d'une dynamique locale qui n'a cessé de progresser, avec l'implication de nouveaux acteurs dans des secteurs de plus en plus nombreux.

Création de circuits touristiques de randonnées, amélioration des infrastructures, amélioration de la promotion de l'offre touristique sont autant de réalisations qui tendent à consolider l'économie locale.

L'année 2007 a été marquée par des échanges, notamment une mission de deux mois du Club vosgien en appui à l'association brésilienne ANDA pour la signalisation de circuits de randonnée, l'accueil par l'Association de développement du tourisme du Haut-Rhin (ADT 68) d'une importante délégation brésilienne (dix représentants de communes et du secteur du tourisme de l'État de Rio) lors du salon international du tourisme et des voyages de Colmar en novembre 2007 et une mission du Parc naturel régional des Ballons des Vosges pour définir de nouveaux axes de coopération.

La multiplication des partenariats et l'évolution des acteurs du tourisme rural de l'État de Rio ont amené l'Ircod et ses partenaires à redéfinir l'orientation de la coopération, en recentrant le partenariat sur les collectivités locales brésiliennes les plus intéressées par la démarche. Pour ce faire, l'organisation d'un séminaire réunissant les acteurs potentiels a été décidée.



Inauguration d'un circuit touristique.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

En novembre 2007, un administrateur de l'Ircod s'est rendu au Brésil pour préparer la tenue de ce séminaire et participer aux rencontres de la coopération décentralisée et fédérative franco-brésilienne de Belo Horizonte. Des rencontres avec les acteurs du tourisme rural et des communes de cette partie de l'État de Rio ont permis d'avancer dans la formalisation de cette coopération. Le SEBRAE/RJ, organisme d'appui aux petites et moyennes entreprises de l'État de Rio, s'est engagé à mobiliser les communes et acteurs concernés ainsi qu'à organiser le séminaire sur place en 2008. Cette rencontre devra déboucher, à terme, sur la formulation conjointe d'un programme de coopération pour les années à venir ainsi que sur la signature d'une convention-cadre qui sera ensuite déclinée sous forme de conventions opérationnelles par projet.



Réunion des exploitants de la coopérative laitière.

PHOTOS ARCHIVES IRCOD



VERS UNE PROFESSIONNALISATION DES EXPLOITATIONS FAMILIALES D'ÉLEVAGE LAITIÈRE DU SUD-OUEST DU PARANÁ

La Fondation pour l'épanouissement et le renouvellement de la terre (FERT) et l'Ircod ont conduit de 1994 à 2006 un projet d'appui au service technique des coopératives laitières du Sud-Ouest du Paraná, en partenariat avec, côté brésilien, plusieurs coopératives (Coagro, Coasul, Coperlac...) et la société Frimesa et, côté français, l'Établissement départemental de l'élevage du Bas-Rhin, la coopérative Alsace lait et le Bureau technique de production laitière.

En 2001, les éleveurs partenaires du projet ont créé une association d'éleveurs (Unileite) ayant développé plusieurs actions collectives complémentaires, notamment la poursuite des actions de groupes, la création de références techniques et économiques utilisables par un grand nombre d'éleveurs, l'organisation des productions, la formation des éleveurs à l'insémination artificielle, l'achat groupé d'intrants.

Depuis 2005, un processus visant à définir les conditions et les moyens de l'autonomisation de la fonction d'assistance technique aux producteurs s'est enclenché. En mai 2007, un administrateur de l'Ircod et la directrice de FERT ont effectué une mission sur place, marquant la fin de l'assistance de type "projet".

Suite à cette décision, l'association d'éleveurs Unileite a recruté un ingénieur agronome et a élaboré un projet structurel sur quatre ans et recherché de nouvelles coopératives partenaires.

Enfin, un contrat de trois ans avec Agriterra (2008-2010) visant à consolider l'association, à favoriser son développement et à lui permettre d'accéder à l'autonomie financière et de gestion, a été préparé en fin d'année. L'Ircod et FERT interviendront en appui ponctuel dans ce cadre.

CHAPITRE 2



Vue du Rio Lauca (Bolivie).

PHOTO ARCHIVES IRCOD

7 L'ACTION DE L'IRCOD DANS LES AUTRES PAYS

EN BOLIVIE

Les modifications du paysage politique bolivien suite à l'élection du président de la république Evo Morales ont entraîné quelques lenteurs institutionnelles qui ont affecté la mise en œuvre des partenariats de l'Ircod dans le département d'Oruro.

Néanmoins, des avancées importantes en matière de décentralisation ont été enregistrées. En effet, l'État a transféré aux municipalités des compétences en matière d'économie et a également procédé au transfert de nouvelles taxes aux communes. L'architecture institutionnelle municipale, reposant sur le contrôle populaire par les organisations de base, a également été réaffirmée comme principe de gestion.

Le partenariat avec la préfecture d'Oruro et la Commune de Santa Ana de Chipaya est entré dans une phase concrète. Les propositions techniques et financières pour des travaux d'aménagement du Rio Lauca ont été élaborées et discutées. Un dossier technique et financier est désormais disponible.

Un effort important de communication a été entrepris pour que chaque acteur se positionne et cerne les responsabilités qui lui incombent.

Il s'agira en 2008 de finaliser le projet par l'élaboration d'une convention de partenariat entre la préfecture d'Oruro, l'Ircod, l'association Point d'appui et la commune de Santa Ana de Chipaya et de démarrer les travaux.

EN ALGÉRIE

Dans la continuité des années précédentes, le partenariat avec l'Hôpital d'El Khroub est resté dynamique. Trois médecins spécialistes de l'hôpital d'El Khroub ont été accueillis, en 2007, dans les services du centre hospitalier de Mulhouse correspondants à leur spécialité respective. Ils en ont observé le fonctionnement avec une attention particulière pour les relations entre le patient et le personnel soignant, et le suivi médical des malades.

En 2008, la coopération médicale est poursuivie avec l'organisation de missions d'études pour des médecins de l'hôpital d'El Khroub.

Une mission de la Ville de Mulhouse permettra de redéfinir les axes de travail dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable et la propreté urbaine. Ces deux volets de la coopération avec la Ville d'El Khroub n'ont, en effet, pas connu d'évolution ces dernières années.

EN CÔTE D'IVOIRE

La poursuite des troubles politiques et la situation tendue ont empêché toute reprise de la coopération de l'Ircod dans ce pays.

8 L'ACTION DE L'IRCOD EN ALSACE

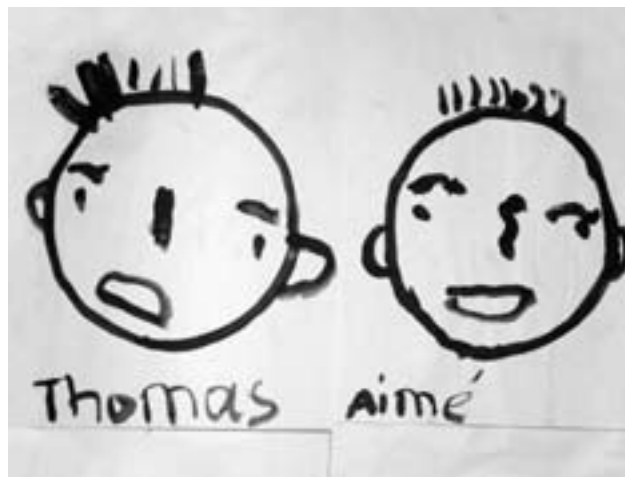
ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Initié en 1996 à la demande du ministère des Affaires étrangères, ce programme participe au renforcement des pratiques d'éducation au développement en Alsace dans une démarche d'animation du territoire. L'Ircod s'appuie sur les compétences du Cefode chargé de la coordination et de l'accompagnement de divers acteurs de l'éducation au développement et à la solidarité internationale en Alsace.

L'année 2007 a été marquée par un élargissement du programme dans le cadre de l'appel à contrat lancé par le ministère des Affaires étrangères et européennes. Il s'agit progressivement de développer un programme d'information, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs (associations, écoles, bibliothèques...) et habitants des territoires en Alsace.

Les *actions d'échanges scolaires* engagées dans le cadre de projets portés par cinq collectivités locales œuvrant au Cameroun ont été poursuivies. Il s'agit de Lingolsheim et la Commune urbaine de Douala I, Erstein et la Commune urbaine de Yaoundé VI, Sélestat et les Communes de Sa'a, d'Ombessa et d'Essendé, Strasbourg et la Commune urbaine d'arrondissement de Douala IV, Thann et la Commune urbaine de Bafia. Un bilan global de ce programme d'échanges scolaires mené avec le Cameroun depuis 2004 a été réalisé en juin 2007, afin d'en mesurer les impacts concrets au sein des établissements scolaires et de leur environnement (parents, communes). Un nouvel échange scolaire s'est amorcé dans le cadre de la coopération entre Barr et la Ville de Kolda.

Le *guide pour l'action Éduquer au développement et à la solidarité internationale* réalisé en 2000 dans le cadre d'une plate-forme interassociative a été actualisé et agrémenté de nouvelles fiches thématiques et techniques consacrées au don d'ouvrages, au développement durable, aux campagnes de sensibilisation et à la réalisation d'un budget pour une action éducative.



Dessins réalisés lors d'un échange entre les établissements scolaires de Sa'a, Ombessa et Sélestat.

PHOTO ARCHIVES IRCOD

Le travail d'information auprès d'un public plus large en Alsace a été conforté par l'édition de deux numéros de la *Lettre de l'Espace Nord-Sud*. L'un a été consacré au thème du développement social urbain au Sud et au Nord et l'autre a été un numéro spécial Semaine de la solidarité internationale.

Au niveau national et dans le cadre du travail de mutualisation des pratiques d'éducation au développement en lien avec les collectivités territoriales mené par la plate-forme Educasol (www.educasol.org), le Cefode a relayé l'expérience alsacienne en vue de la publication d'un guide en partenariat avec Cités unies France (juin 2008).

SITUATION ET PERSPECTIVES 2008

CHAPITRE 3

Après une phase d'augmentation de son volume d'activités, l'enjeu pour l'Ircod est double. Il s'agit dans un premier temps d'adapter notre mode de fonctionnement (organisation interne, mode opératoire) au développement de nouveaux engagements et, dans un second temps, de renforcer les dynamiques partenariales en cours. Le XX^e anniversaire de l'Ircod est l'occasion d'aborder ces enjeux avec l'ensemble de nos membres.



Circuit touristique à Nova Friburgo (Brésil).

PHOTO ARCHIVES IRCOD



Une concession à Dialacoto (Sénégal).

PHOTO ARCHIVES IRCOD

① UNE ANNÉE POUR L'HISTOIRE

Le 7 juin 2008, l'Ircod fête ses 20 ans d'existence aux Tanzmatten à Sélestat.

Cette journée de rencontres et débats est aussi l'occasion de présenter une exposition mettant en avant les actions menées par les partenaires de l'Ircod. Elle se veut pédagogique et itinérante par la suite. Une série d'animations culturelles autour de l'événement (théâtre, danse, musique, littérature) marque la partie festive de la manifestation.

C'est l'occasion de mettre en avant les actions de coopération décentralisée menées par les collectivités territoriales, établissements publics et associations membres de l'Ircod. Cette manifestation s'inscrit également dans un des objectifs de l'Ircod qui est celui de sensibiliser et d'informer la population alsacienne sur les enjeux de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée.

② STABILISER APRÈS LA MONTÉE EN PUISSANCE

L'année 2008 est aussi caractérisée par la mise en œuvre des moyens importants contractualisés avec l'Union européenne et l'AFD, à côté des moyens apportés par les collectivités locales alsaciennes et l'État dans le cadre de l'appel à contrat.

L'effort se concentre essentiellement sur la structuration et la mise en œuvre de ces projets négociés courant 2006 et 2007. Mais il s'agit aussi de faire en sorte que les autres actions ne souffrent pas de ce surcroît d'engagement. L'exercice à venir est donc caractérisé par la stabilisation de l'activité, ce qui ne doit pas empêcher de construire et de développer des actions nouvelles dans le prolongement de la demande des acteurs auprès desquels nous sommes engagés.

Ainsi l'Ircod répond à l'appel à contrat annuel de l'État pour se donner avec le Conseil général du Haut-Rhin des moyens d'action plus importants pour le Cercle de Yanfolila, au Mali.

À la demande du ministère malgache en charge de la décentralisation et de l'ambassade de France à Madagascar, l'Ircod travaille également à lancer une action visant à créer un Centre d'appui aux communes (CAC) dans la province de Mahajanga. Les études préalables sont menées avec le concours du Conseil général du Haut-Rhin début 2008 pour arriver à démarrer cette action avant la fin de l'année.

③ REPOSITIONNER NOS COOPÉRATIONS AU BRÉSIL ET AU SÉNÉGAL

Depuis quelques années, les partenariats entre collectivités et établissements publics alsaciens et sénégalais stagnent tant au niveau opérationnel qu'institutionnel. Une évaluation menée en 2007 met en évidence des problèmes difficiles de communication, de mobilisation et de vision partagée.

L'année 2006 et 2007 aura été marquée au Sénégal par plusieurs événements (assassinat du président du Conseil régional de Ziguinchor, élections présidentielles et législatives...) ayant aussi contribué au ralentissement des actions de coopération. Après une nouvelle mission sur le terrain, début 2008, l'Ircod se propose d'organiser une journée de réflexion avec les acteurs alsaciens engagés ainsi que d'autres coopérations décentralisées françaises pour repositionner l'action au Sénégal.

Au Brésil, la coopération avec les producteurs de lait du Paraná est en forte évolution. Après des années de travail d'appui technique, les actions construites en partenariat avec FERT se dirigent désormais vers l'appui à la consolidation d'une organisation professionnelle en émergence. Par ailleurs, dans l'État de Rio, les actions en direction de l'appui au tourisme rural dans l'arrière-pays de Rio demandent un nouveau cadrage institutionnel. Un séminaire est conduit fin juin en partenariat avec l'Association de développement du tourisme du Haut-Rhin (ADT 68) afin de définir avec les collectivités brésiliennes engagées un nouveau cadre de travail pour les années à venir.

④ METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION À MADAGASCAR ET AU CAMEROUN

L'évaluation par le Centre international d'études pour le développement local (Ciedel) et avec l'appui du Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales, de l'évaluation (F3E) des actions de coopération décentralisée menées par l'Ircod et ses partenaires en direction des collectivités locales malgaches a été riche d'enseignement. Les propositions qui en sont issues seront discutées avec les membres du conseil d'administration et tous les partenaires engagés dans les projets concernés autour des trois principaux axes dégagés pour chaque partenariat :

- rendre plus visible et consolider les objectifs politiques de la coopération ;
- renforcer les démarches méthodologiques des actions menées ;
- procéder à des réorganisations en interne (Ircod).

⑤ OUVRIR DES PERSPECTIVES EUROPÉENNES

L'Ircod participe aux Journées européennes du développement (JED) organisées par la Commission européenne à Strasbourg en novembre 2008 et prépare avec la Région Alsace et des acteurs de coopération transfrontaliers un atelier de travail sur l'intérêt et les pratiques de coopération tripartite (entre deux collectivités européennes et une collectivité du Sud).

L'ENGAGEMENT DES ACTEURS EN ALSACE

ANNEXES

RÉCAPITULATIF DES MOYENS HUMAINS, MATÉRIELS ET FINANCIERS MIS EN ŒUVRE PAR L'IRCOD EN 2007

● Récapitulatif des moyens humains, matériels et financiers mis en œuvre par l'Ircod en 2007

Dépenses sur financement propre à l'Ircod	
DÉPENSES LIÉES À L'ACTIVITÉ DU SIÈGE	330 k€
DÉPENSES SUR PROGRAMMES	1 040 k€
Frais assumés par les partenaires	
EXPERTISE GRATUITE MOBILISÉE*	260 k€
TOTAL DES MOYENS MIS EN ŒUVRE	1 630 k€
DONT SUR PROGRAMMES	1 300 k€

* Valorisée sur la base de 500 € par journée de mission et 250 € par jour d'accueil en Alsace.

● Ressources nouvelles contractées en 2007

ÉTAT - MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ..	309,0 k€
RÉGION ALSACE	309,7 k€

DÉPARTEMENTS ALSACIENS

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN	182,0 k€
DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN	36,5 k€

COMMUNES ET EPCI

- Ville de Mulhouse	70,0 k€
- Communauté urbaine de Strasbourg	42,1 k€
- Ville de Strasbourg	24,9 k€
- Ville d'Ostwald	9,6 k€
- Communauté de communes de Sélestat	4,9 k€
- Ville de Saint-Louis	3,6 k€
- Ville de Thann	2,9 k€
- Ville de Lingolsheim	2,6 k€
- Ville d'Erstein	1,7 k€
- Communauté de communes de la plaine de la Sauer et du Seltzbach	1,3 k€
- Ville de Barr	1,0 k€
- Communauté de communes du canton de Villé	0,6 k€
- Ville de Hochfelden	0,6 k€
- Ville d'Eguisheim	0,3 k€
- Commune de Breitenbach	0,3 k€
- Commune de Bennwihr	0,2 k€

AUTRES PARTENAIRES

- AFD Haïti	980,5 k€
- Communauté européenne	881,9 k€
- Nantes métropole	250,0 k€
- AFD Madagascar	53,4 k€
- SCAC Madagascar	35,0 k€
- AFDI 67	10,1 k€
- AFDI 68	4,0 k€
- Rotary club d'Ingwiller	3,0 k€
- Sogest	1,5 k€
- Lion's club Rouget de Lisle	1,0 k€
- École maternelle Les Tulipes de Lingolsheim	0,5 k€
- Topos	0,5 k€
- Rotary club de Mahajanga	0,5 k€
- Autres	5,3 k€

TOTAL RESSOURCES NOUVELLES	3 231 k€
---	-----------------

RÉCAPITULATIF 2007 DES MISSIONS, STAGES, ACCUEILS...

● Principales missions de l'Ircod à l'étranger en 2007



Programme de lecture publique (Madagascar).

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

MADAGASCAR

Appui à la lecture publique dans la Ville de Mahajanga et son arrière-pays

- *Appui à l'édition d'un imagier malgache, suivi du programme d'appui à la lecture publique dans la région de Mahajanga, renforcement des compétences des bibliothécaires malgaches en terme d'animations pédagogiques autour de l'imagier, de techniques d'organisation de la bibliothèque et d'organisation d'échanges sur les métiers du livre*
du 7 au 19 mai 2007 (3 x 13 jours = 39 jours)
Jean-Luc Burger, directeur des éditions Callicéphale à Strasbourg
Anne Christine Luttmann et **Marie Bisch**, bibliothécaires à la Bibliothèque départementale du Bas-Rhin

Appui au CHU d'Androva à Mahajanga

- *Audit annuel du service des urgences et de soins intensifs dans le contexte du départ de la Coopération française, définition d'un plan d'action pour optimiser l'hygiène et l'organisation du service, formation du personnel*
du 16 au 28 avril 2007 (13 jours)
Mohamed Hamid, chirurgien,
Centre hospitalier universitaire de Haute-pierre

Appui au laboratoire d'analyses médicales du CHU de Mahajanga

- *Étude et propositions d'amélioration du fonctionnement et de l'organisation du laboratoire, élaboration d'un programme de formation des laborantins, analyse des besoins en matériels, perspectives d'évolution du crédit revolving*
du 19 au 29 juin 2007 (11 jours x 2 = 22 jours)
Jean-Louis Boehrer, chef de service, fédération de biologie, Centre hospitalier de Haguenau
Xavier Parent, praticien biologiste, Centre hospitalier Louis Pasteur à Colmar

Réhabilitation des marchés de Mahajanga

- *Appui à la gestion durable des équipements marchands et finalisation de la grille tarifaire et du compte d'exploitation en fonction des tarifs adoptés*
du 7 au 18 janvier 2007 (12 jours)
et du 27 mai au 7 juin 2007 (12 jours)
Benjamin Michelin, expert socio-urbaniste, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
- *Évaluation du projet et poursuite du travail de renforcement des compétences de la Commune urbaine de Mahajanga en matière de gestion des marchés*
du 22 septembre au 1^{er} octobre (10 jours x 2 = 20 jours)
Fabienne Gasser, responsable des droits de place et marchés, Ville de Mulhouse
André Louis, inspecteur sanitaire, service communal d'hygiène et de santé, Ville de Mulhouse
- *Appui à la mise en place d'un budget annexe*
du 18 au 25 août 2007 (8 jours)
Régis Ochslein, directeur des finances et du contrôle de gestion, Ville de Mulhouse
- *Amélioration des pratiques de sécurisation des biens et des personnes sur les marchés réhabilités de la Commune urbaine de Mahajanga*
du 18 au 26 mai 2007 (9 jours)
Marc Durr, chef du Centre de secours de Hochfelden
du 16 novembre au 24 novembre (9 jours)
Luc Merkling, pompier au Centre de secours de Hochfelden
Philippe Dettling, pompier au Centre de secours de Hochfelden
- *Suivi et évaluation du projet*
du 19 au 27 octobre 2007 (9 jours)
Christiane Eckert, adjointe au maire chargée du commerce, de l'artisanat et des relations internationales, Ville de Mulhouse

CAMEROUN

Appui à la Commune de Soa

- *Mission exploratoire visant l'identification des axes d'une collaboration future et la définition d'un programme d'action*
du 8 au 15 février (8 jours x 3 = 24 jours)
Danielle Meyer Traber, maire de la Ville d'Ostwald
Nathalie Bouvier, adjointe au maire de la Ville d'Ostwald
Christine Becht, chargée de projet auprès de la Ville d'Ostwald
- *Identification des axes de travail dans le cadre de la mise en place d'une politique d'aménagement urbain de la ville*
du 6 au 16 janvier 2007 (11 jours)
Frédéric Wisselmann, urbaniste Topos

Coopération avec la Commune de Limbé

- *Appui à la promotion d'une politique de développement touristique et renforcement des liens institutionnels entre la Ville de Colmar et la Commune de Limbé*
du 17 au 25 février (9 jours x 3 = 27 jours)
Pierre Jochen, directeur adjoint de l'ADT 68
Delphine Mann, adjointe au député-maire de la Ville de Colmar
Alfred Metzinger, retraité de la formation professionnelle

Coopération avec la Commune urbaine d'arrondissement de Douala IV

- *Dans le cadre du volet échanges scolaires, identification de pistes concrètes de partenariat allant de l'échange pédagogique à un appui matériel pour l'équipement de salles de cours*
du 8 au 19 mars (12 jours x 8 = 96 jours)
Gabriel Muller, proviseur,
et **Marie-Josée Raphenne**, enseignante, Lycée Oberlin
Roger Noutcha, enseignant, Université Marc Bloch
Béatrice Huchelmann, secrétaire de direction,
et **André Bazzia**, enseignant en physique appliquée, Collège de Truchtersheim
Sophie Malbranque, proviseur adjoint,
Daniel Rexer, proviseur adjoint,
et **Jean-Pierre Amougou**, conseiller pédagogique d'éducation, Lycée Couffignal

Coopération interuniversitaire

- *Participation à un séminaire international Les pôles d'excellence universitaires : renforcement des coopérations régionales Point de situation sur les départements de formation mis en place aux IUT de Douala et de Bandjoun et perspectives*
du 14 au 22 avril (9 jours x 2 = 18 jours)
Francis Braun, directeur de l'IUT Louis Pasteur de Haguenau
Didier Bellefleu, chargé des relations extérieures, Engées

Coopération avec la Commune urbaine d'arrondissement de Douala I

- *Bilan des actions entreprises dans le cadre des projets d'école (2005-2006 et 2006-2007) et mise en place d'une opération similaire sur le thème Un jardin d'ici et d'ailleurs*
du 27 octobre au 7 novembre 2007 (12 jours x 2 = 24 jours)
Christine Lieb, directrice,
École maternelle les Tulipes de Lingolsheim
Geneviève Margotin, directrice retraitée,
École élémentaire des Vosges de Lingolsheim

Appui à la Commune urbaine de Bafia

- *Appui à la définition du contenu de la formation pérennate dans le district de santé de Bafia*
du 24 novembre au 1^{er} décembre 2007 (8 jours)
Marie-Josée Kubler Levêque, conseillère municipale déléguée à la santé, Ville de Thann
du 24 au 29 novembre (6 jours)
Henri Metzger, médecin chef du service médecine du Centre hospitalier Saint-Jacques de Thann

Projet Urba.Cam

- *Appui à la formation des formateurs du Centre des métiers de la ville et définition de perspectives d'échanges et de coopérations*
du 6 au 13 janvier 2007 (8 jours)
Jean-Pierre Letourneux, maître de conférences, Université de Nantes
- *Rencontres avec les partenaires institutionnels, état d'avancement du projet à Limbé, discussions autour de l'intégration au projet Urba.Cam de la commune de Kribi*
du 7 au 16 avril (10 jours x 4 = 40 jours)
Daniel Prin, responsable de la coopération décentralisée,
et **Nicole Rabu**, conseillère au cabinet du président, Nantes métropole
Philippe Grosvalet, vice-président,
et **Bernard Lustière**, trésorier du comité Saint-Nazaire Kribi
- *Participation au comité de pilotage : bilan 2007 et perspectives pour 2008*
du 29 novembre au 11 décembre (13 jours x 2 = 26 jours)
Camille Durand, vice-président de Nantes métropole
Nicole Rabu, conseillère au cabinet du président de Nantes métropole
- *Mission découverte à Nantes métropole et rencontre avec les responsables de différents services de la Communauté urbaine de Nantes*
du 27 au 31 août (5 jours)
Catherine Caron, coordinatrice du projet Urba.Cam

MALI

Coopération rurale avec la Commune de Fakala et avec le Conseil de cercle de Yanfolila

- *Évaluation et appui à la mise en œuvre des actions de coopération Participation à la mission d'une délégation mulhousienne présidée par le député-maire de Mulhouse*
du 19 février au 6 mars (16 jours x 2 = 32 jours)
Claude Régall, chargé de mission à l'Ircod
Laurent Fischer, président de l'AFDI du Bas-Rhin

Coopération avec le Conseil de cercle de Yanfolila

- *Appui au Conseil de cercle pour la promotion d'un projet global de développement local basé sur la réalisation de retenues d'eau*
du 15 au 25 août (11 jours)
Georges Walter, directeur de l'environnement et du cadre de vie du Conseil général du Haut-Rhin



Dessin dans la rue (Haïti).

PHOTOS ARCHIVES IRCOD

HAÏTI

Coopération avec la Commune de Jacmel

- *Mission de diagnostic visant à préciser les conditions de mise en œuvre du volet gestion budgétaire et comptable et fiscalité locale de la Commune de Jacmel*

du 21 au 31 mars (11 jours)

Robert Herzog, professeur de droit public
à l'Université Robert Schumann de Strasbourg

et conseiller municipal délégué aux finances de la Ville de Hoenheim

- *Participation à un séminaire de lancement du projet de renforcement des capacités municipales de la Ville de Jacmel*

- *Mission de cadrage visant à clarifier le rôle de chaque acteur dans la mise en œuvre des différents volets de l'action et leur complémentarité, et la mise en place d'un comité de cadrage*

du 13 au 22 juillet (4 jours x 10 = 40 jours)

Bernadette Debrosses, administrateur de l'Ircod

Nicolas Dupuy, chargé de mission à l'Ircod

Pascal Mangin, adjoint au maire de la Ville de Strasbourg

Sandrine Millet, chargée de mission,

service des relations internationales, Ville de Strasbourg

- *Mission préalable à la construction du nouveau marché de Jacmel : démarrage d'une étude socio-économique et insertion du marché dans le nouveau quartier*

du 24 novembre au 5 décembre (12 jours x 2 = 24 jours)

Jacqueline Tribillon, chef du service de planification urbaine,

Ville et Communauté urbaine de Strasbourg

Benjamin Michelin, expert socio-urbaniste,

École polytechnique fédérale de Lausanne

- *Appui à la mise en route du système de collecte et traitement des déchets solides*

du 24 novembre au 5 décembre (12 jours)

Jean-Paul Chantrel, écoconseiller auprès du service propreté de la Ville de Strasbourg

BRÉSIL

Appui aux producteurs laitiers du Sud-Ouest Paraná

- *Mission technique d'évaluation et d'appui aux éleveurs laitiers du Sud-Ouest Paraná*

du 7 au 18 mai 2007 (12 jours)

Jean-Paul Meinrad, administrateur de l'Ircod

Appui au tourisme rural dans la région de Nova Friburgo, État de Rio de Janeiro

- *Participation aux deuxièmes rencontres de la coopération décentralisée franco brésilienne à Belo Horizonte*

Point avec les partenaires du projet de tourisme rural dans l'État de Rio sur l'organisation du séminaire de janvier 2008 et sur leur engagement futur

du 10 au 20 novembre 2007 (11 jours)

Jean-Paul Meinrad, administrateur de l'Ircod

● Principales missions de l'Ircod en France en 2007

MADAGASCAR

Programme multisectoriel de coopération avec Madagascar

- *Mission d'étude et de découverte sur l'organisation et le fonctionnement de différents services de la Ville de Mulhouse et du Conseil général du Bas-Rhin* du 9 au 27 avril (19 jours)
Hasina Soatoky Razafindrakoto, directrice de cabinet du maire de la Ville de Mahajanga

Réhabilitation des marchés de Mahajanga

- *Mission d'études et de perfectionnement en matière de premiers secours et découverte de l'organisation et la gestion d'un centre de secours en Alsace* du 5 mars au 18 mars 2007 (14 jours)
Dr Nirina Rakotoarimanana, chef du bureau municipal d'hygiène de la Ville de Mahajanga

Volet santé

- *Mission d'études et de perfectionnement technique en urgences chirurgicales, réanimation et urgences médicales* du 30 septembre au 2 décembre 2007 (64 jours)
Vololonirina Rasaofanoharana, médecin urgentiste au Centre hospitalier universitaire de Mahajanga

HAÏTI

Projet de renforcement des capacités municipales de Jacmel

- *Rencontre entre l'ensemble des partenaires du projet et échanges d'expériences sur les compétences et le fonctionnement des collectivités locales principalement dans les domaines concernés par le projet* du 3 au 13 juin 2007 (11 jours x 3 = 33 jours)
Edwin Zeny, maire de Jacmel
Ronald Andris, 1^{er} adjoint au maire de Jacmel
Pierre-Michel Joassaint, représentant de l'Unité technique d'exécution (UTE) de la Banque interaméricaine de développement

Coopération avec l'Hôpital universitaire d'État de Haïti

- *Participation au congrès annuel de la société française d'ORL ; stage de formation auprès du service ORL des Hôpitaux universitaires de Strasbourg et élaboration d'une convention de partenariat incluant l'Hôpital universitaire d'État de Haïti au sein du campus numérique animé par l'ULP* du 13 au 27 octobre 2007 (15 jours)
Patrick Jean Gilles, médecin ORL à l'Hôpital universitaire d'État d'Haïti de Port-au-Prince

ALGÉRIE

Coopération avec El Khroub, volet hospitalier

- *Missions d'études de médecins spécialistes d'El Khroub au Centre hospitalier de Mulhouse dans le but d'optimiser la qualité de l'offre de soins* du 22 octobre au 19 novembre 2007 (29 jours x 3 = 87 jours)
Mounir Debbah, chirurgien
Abdelmounaam Larrem, chirurgien orthopédique
Dahbia Benbelkacem, médecin urgentiste

● Bourses de formations initiales en 2007

MADAGASCAR

- *Dans le cadre du programme de bourses d'études en faveur d'étudiants malgaches, initié par le Département du Bas-Rhin et géré par l'Ircod* de janvier à décembre 2007
Diavao Randrianarivelo, étudiant en 3^e année à l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg de septembre à décembre 2007
Herizo Razafintsalama, étudiant en 2^e année et **Ange Marina Andriambanona**, étudiante en 2^e année à l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg

● Accueil de stagiaires à l'Ircod en 2007

- *Montage et préparation d'ateliers de réflexion et de capitalisation, projet de communication, traductions* du 5 février au 3 août 2007 (126 jours)
Marthe Wane, étudiante en DESS relations internationales, option coopération Nord-Sud, Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales de Strasbourg (ITI-RI)
- *Rédaction des actes du séminaire Cité santé et participation à l'appel à projet 2007-2009* du 2 janvier au 1^{er} juin 2007 (105 jours)
Hamady Bodj, étudiant en master ingénierie de projet en économie sociale et solidaire à l'Université de Haute Alsace
- *Participation au montage d'un dossier de réponse à l'appel à projet national 2008* du 1^{er} octobre au 21 décembre (24 jours x 2 = 48 jours)
Magalie Estevez et **Alice Ruczinski**, master 2 professionnel coopération Union européenne-pays en voie de développement, Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales de Strasbourg (ITI-RI)

LES MEMBRES DU BUREAU, DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE L'ÉQUIPE DE L'IRCOD AU 1^{ER} JANVIER 2008

● Le bureau

- Gérard Pigault, président d'honneur
- Pierre Giersch, président
- Jean-Paul Heider, vice-président
- Christiane Eckert, vice-présidente
- Danielle Meyer Traber, secrétaire
- Jean-Pierre Igot, trésorier
- Jean-Pierre Baeumler
- Alphonse Baehl
- Francis Braun
- Julien Haas
- Pascal Mangin
- Jean-Paul Meinrad
- Jean-Pierre Piela
- Théo Schnée

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Le présent rapport a pour objectif de présenter synthétiquement l'ensemble de l'activité de l'Institut régional de coopération-développement au cours de l'exercice 2007.

Le lecteur qui souhaite approfondir la connaissance des activités de l'Ircod pourra se reporter utilement à la présentation particulière de chaque projet et programme en se connectant sur notre site web :

➔ www.ircod.org

● Le conseil d'administration

- La Région Alsace représentée par Jean-Paul Heider et Danielle Meyer Traber
- La Ville de Mulhouse représentée par Christiane Eckert
- La Ville de Strasbourg représentée par Pascal Mangin
- Le Département du Bas-Rhin représenté par Louis Becker
- La Communauté de communes de Sélestat représentée par Marcel Bauer
- Agriculteurs français et développement international Haut-Rhin (AFDI) représentés par Christian Caire
- La Communauté urbaine de Strasbourg représentée par Robert Haberstick
- La Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture représentée par Wladislaw Labowicz
- La Communauté de communes du canton de Villé représentée par Bernard Schmitt
- La Commune de Breitenbach représentée par Jean-Pierre Piela
- La Ville de Thann représentée par Jean-Pierre Baeumler
- L'Université Louis Pasteur représentée par Francis Braun
- Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg représentés par Jacques Chanez
- La Ville de Lingolsheim représentée par Danièle Gérard
- La Ville d'Erstein représentée par Théo Schnée
- L'Association départementale du tourisme du Haut-Rhin représentée par Jean Klinckert
- Pierre Giersch
- Gérard Pigault
- Julien Haas
- Jean-Paul Meinrad
- Jean-Luc Schaffhauser
- Patrick Schalck
- Jean-Pierre Igot
- Jean-Paul Brunstein
- Alphonse Baehl

● L'équipe

- Denis Schultz, directeur
- Nicolas Laurent, chargé de mission (jusqu'en août 2007)
- Marie-Laure Robert, chargée de mission (en remplacement de Nicolas Laurent à partir d'août 2007)
- Claude Régall, chargé de mission
- Franck Signoret, chargé de mission
- Véronique Meyer, assistante de gestion
- Chantal Schroeder, assistante de direction
- Éliane Furrer, secrétaire
- Philippe Naegel, permanent au Cameroun
- Emeline Chamgoue, assistante au Cameroun
- Carine Targe, chargée de projet au Cameroun
- Marie Mayoua, technicienne au Cameroun
- Roseline Bamayangona, assistante au Cameroun
- Élise Gardaine, permanente de l'Ircod à Madagascar
- Rahel Hermann, chargée de projet à Madagascar
- Olivier Duriez, chargé de projet à Madagascar
- Antsa Razafinarivo, assistante à Madagascar
- Julien Bernard, coordonnateur des programmes Ircod au Mali
- Jérôme Ganiot, chargé de projet en Haïti